



L'insécurité économique est une crise mondiale

Un rapport de l'OIT montre comment et où

L'indice de la sécurité économique est lié au bonheur

La sécurité économique favorise le bonheur et est bénéfique pour la croissance et la stabilité sociale. Telle est une des principales constatations d'un nouveau rapport de l'OIT, qui s'efforce pour la première fois de mesurer la sécurité sociale et économique des individus et des pays dans le monde entier.

Un indice de la sécurité économique (ISE) a été calculé pour plus de 90 pays (couvrant 86% de la population mondiale). Il repose sur sept formes de sécurité liée au travail, compte tenu des politiques, des institutions et des résultats dans chaque cas.

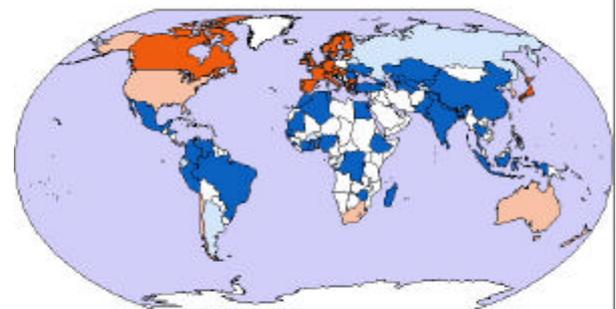
Les gens dans les pays qui offrent à leurs ressortissants un niveau élevé de sécurité économique ont un niveau de bonheur plus élevé en moyenne, mesuré par des enquêtes sur le niveau de satisfaction dans la vie et l'inégalité en matière de bonheur dans les pays. Le déterminant du bonheur national le plus important n'est pas le niveau de revenu — il existe une association positive, mais l'augmentation du revenu semble avoir peu d'effet à mesure que les pays riches deviennent plus riches. Le facteur le plus important est le degré de sécurité du revenu, mesuré en termes de protection du revenu et d'un faible degré d'inégalité de revenu.

En revanche, le bonheur ne semble pas être lié au niveau de compétence. Le rapport de l'OIT constate qu'un niveau élevé de sécurité des compétences, mesuré par un indice incluant des indicateurs d'éducation et de formation, est en réalité inversement lié au bonheur. Le rapport suggère que cela est dû au fait que les emplois correspondent mal aux besoins et aux aspirations des gens, à mesure qu'ils deviennent plus éduqués et qu'ils acquièrent plus de compétences. Il faut ajuster vers le haut la qualité et la mobilité de l'emploi. Actuellement, trop de gens s'aperçoivent que leurs compétences et leurs qualifications ne correspondent pas aux emplois qu'ils doivent exercer, ce qui provoque ce que le rapport appelle un effet de «frustration liée au statut».

Le rapport montre que la démocratie politique et une tendance favorable aux libertés civiles augmentent sensiblement la sécurité économique et que les dépenses du gouvernement en matière de politique de la sécurité sociale ont aussi un effet positif. Mais la croissance économique n'a qu'une faible incidence sur la sécurité, mesurée sur le long terme.

Lorsqu'on examine les niveaux nationaux de sécurité économique, les pays sont divisés en quatre blocs — les pays en pointe (avec de bonnes politiques, de bonnes institutions et de bons résultats), les pays pragmatiques (de bons résultats en dépit de politiques et d'institutions moins remarquables), les pays ordinaires (des politiques et institutions apparemment bonnes, mais des résultats moins remarquables) et les pays à la traîne (des politiques et institutions faibles ou inexistantes, et des résultats médiocres).

Indice de la sécurité économique: catégories par région



■ Pays en pointe ■ Pays ordinaires
■ Pays pragmatiques ■ Pays à la traîne

Note: Les pays en «blanc» ne font pas partie de l'analyse.

Source: Base de données IFP-SES 2004 et World Bank, World Development Indicators, 2003.

Le rapport montre qu'environ 73% de tous les travailleurs vivent en situation d'insécurité économique, tandis que 8% seulement vivent dans les pays «en pointe», c'est-à-dire dans des sociétés offrant une sécurité économique favorable.

Beaucoup de pays pourraient parvenir à une plus grande sécurité économique pour leurs ressortissants, puisque certains pays à faible revenu obtiennent des niveaux plus élevés que certains des pays riches. De fait, l'analyse de l'OIT constate que la répartition mondiale de la sécurité économique ne correspond pas à la répartition mondiale du revenu, et que l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est ont des parts de la sécurité économique plus importantes que leur part du revenu mondial. Alors que l'Asie du Sud détient environ 7% du revenu mondial, elle représente à peu près 14% de la sécurité économique mondiale. En revanche, les pays d'Amérique latine offrent à leurs ressortissants une sécurité économique bien moindre que ce à quoi on pourrait s'attendre au vu de leurs niveaux de revenu relatifs.

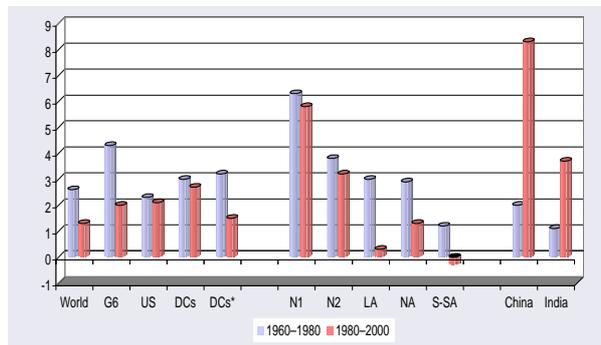
Une caractéristique des constatations est que seuls les pays disposant d'un ensemble cohérent de politiques qui renforcent les sept formes de sécurité de l'emploi ont de bons résultats en matière de sécurité économique globale. Les pays qui ont d'excellents résultats dans certains domaines mais des résultats médiocres dans d'autres n'ont pas de bons résultats globalement.

Le rapport constate aussi que «la sécurité du revenu est un déterminant majeur des autres formes de sécurité liée au travail» (page 296), et que l'inégalité de revenu affaiblit la sécurité économique de plusieurs façons. «Le message est», conclut le rapport, «que des sociétés fortement inégalitaires sont peu susceptibles d'obtenir beaucoup de résultats en termes de sécurité économique ou de travail décent».

L'analyse montre qu'il y a eu une tendance à la hausse de la fréquence et de la gravité des chocs économiques au cours de la période récente de mondialisation (depuis 1980), ainsi qu'une croissance concomitante du nombre de catastrophes naturelles affectant un grand nombre de personnes. Elle montre aussi que, si l'on ne tient pas compte de la Chine et de l'Inde, les deux mégapays, les taux de croissance économique par tête ont baissé tandis que la variabilité des taux de croissance économique annuels a augmenté (voir la figure jointe et le chapitre 2), ce qui signifie plus d'insécurité économique nationale, contrairement aux prévisions de ceux qui préconisent une libéralisation économique rapide.

Le rapport de l'OIT note que ces tendances sont importantes car elles montrent qu'un plus grand nombre de gens sont exposés au risque systémique plutôt qu'à des risques contingents. Ces derniers sont dus à des événements faisant partie du cycle de vie de l'individu, tels que le chômage ou la maladie, qui sont couverts par les systèmes de sécurité sociale ordinaires. Les gens sont beaucoup moins capables de se préparer aux chocs qui affectent des communautés et des régions entières.

Diversité régionale: croissance du PIB annuel par tête (%), 1960-1980 et 1980-2000



G6 = Canada, France, Allemagne, Italie, Japon et Royaume-Uni. E-U = États-Unis. PD = production agrégée de 59 pays en développement, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde. N1 = NPI du premier niveau. N2 = NPI du deuxième niveau. AL = Pays d'Amérique latine. AN = Afrique du Nord. ASS = Pays d'Afrique subsaharienne, à l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Source: Banque mondiale: Indicateurs du développement dans le monde 2003.

Le rapport de l'OIT montre aussi que pour les pays en développement, le niveau national de sécurité économique est inversement lié à l'ouverture du compte de capital (chapitre 11), ce qui signifie qu'il serait judicieux que les pays en développement retardent l'ouverture de leurs comptes de capital jusqu'à ce que soient en place des politiques de développement institutionnel et des politiques sociales pour permettre à leurs sociétés de résister aux chocs externes. Autrement dit, les pays devraient retarder l'ouverture de leurs marchés financiers jusqu'à ce qu'ils aient les capacités institutionnelles de contrôler les fluctuations de la confiance et l'impact des événements économiques extérieurs.

Outre qu'il met à profit une banque de données mondiale sur les politiques nationales, le rapport utilise les statistiques provenant d'une série d'enquêtes sur la sécurité des personnes menées dans 15 pays, dans le cadre desquelles plus de 48 000 travailleurs et travailleuses ont été interrogés au sujet de leur travail, des éléments d'insécurité qu'ils connaissent, et de leurs attitudes à l'égard de l'inégalité et des aspects connexes de la politique sociale et économique.

Les personnes ont été interrogées sur leurs attitudes à l'égard de divers aspects de l'insécurité économique et de l'inégalité, et, manifestement, il existe une opinion très répandue favorable à un plus grand soutien aux personnes économiquement vulnérables et un désir de réduire l'inégalité (fiche documentaire 4 et chapitre 12). Une caractéristique marquante est que l'insécurité économique encourage l'intolérance et les tensions, ce qui contribue aux maux sociaux et, en dernier ressort, à la violence sociale.



Parmi les autres constatations, on peut citer les suivantes:

- la plupart des travailleurs dans les pays en développement ne connaissent pas les syndicats, et une majorité d'entre eux dans les pays visés par les enquêtes n'ont pas beaucoup confiance en ces derniers (fiche documentaire 2);
- les femmes connaissent plus d'insécurité que les hommes et un plus grand nombre de types d'insécurité (fiche documentaire 3);
- la sécurité de l'emploi diminue presque partout, en raison de l'informalisation des activités économiques, de l'externalisation des activités et des réformes réglementaires (chapitre 6);
- un grand nombre de gens possèdent des compétences qu'ils n'utilisent pas dans leur travail (fiche documentaire 12 et chapitre 8);
- la sécurité de l'emploi (la possession d'une niche avec des perspectives de travail satisfaisant et de carrière) est faible dans la plupart des pays, et les données provenant des enquêtes sur la sécurité des personnes mettent en évidence une insatisfaction largement répandue concernant l'emploi (chapitre 9).

Le rapport fait fond également sur des enquêtes spécialement conçues sur la flexibilité et la sécurité de la main-d'œuvre des entreprises, dans le cadre desquelles on a interrogé les dirigeants de plus de 10 000 entreprises dans 12 pays sur leurs pratiques en matière de travail et d'emploi. Le résultat remarquable des données est que les entreprises qui offrent à leur main-d'œuvre des niveaux plus élevés de sécurité économique ont plus de chances de réussir au plan commercial, de croître et de générer de l'emploi productif.

Enfin, un large éventail de politiques est examiné dans le cadre de l'analyse pour déterminer celles qui offrent les meilleures perspectives pour ce qui est de procurer des niveaux de sécurité économique plus élevés, surtout dans les pays en développement. Pour évaluer ces politiques, une nouvelle approche est proposée, l'évaluation partant du principe que, d'une part, elles devraient

offrir de nettes perspectives concernant la réduction de l'insécurité économique des groupes de la société les plus exposés et, d'autre part, ne pas imposer de contrôles et de privations des libertés aux bénéficiaires visés.

L'analyse de l'OIT conclut que les systèmes classiques de sécurité sociale sont inappropriés pour répondre aux nouvelles formes de risque et d'incertitude systémiques qui caractérisent le système économique mondial naissant (voir la fiche documentaire 3 et le chapitre 14). En conséquence, les gouvernements et les institutions internationales devraient promouvoir des régimes universalistes et fondés sur les droits qui procurent aux gens une sécurité économique de base, plutôt que de recourir à des régimes sélectifs, qui sont fonction des ressources.

On trouvera ci-joint:

1. Un résumé en quatre langues (anglais, français, allemand et espagnol)
2. La table des matières du livre
3. Les fiches documentaires n^{os} 1 à 13
4. Des commentaires sur le livre
5. Les procédures à suivre pour obtenir de plus amples renseignements

Procédures à suivre pour obtenir de plus amples renseignements

Pour plus de renseignements, veuillez prendre contact avec le secrétariat du Programme sur la sécurité socio-économique — Christian Colussi par courrier électronique: Colussi@ilo.org ou par téléphone: +41 22 799 7913

Les membres de l'équipe peuvent répondre aux questions en anglais, français, portugais ou espagnol.

Pour les personnes intéressées par ces questions en Afrique, il peut être utile de savoir qu'un ouvrage connexe devrait être publié en septembre 2004, intitulé *Confronting Economic Insecurity in Africa*. Des exemplaires de cet ouvrage peuvent éventuellement être obtenus auprès du secrétariat.

SOMMAIRE

Ce rapport, inspiré largement des travaux du Programme sur la sécurité socio-économique (SES) de l'OIT, a pour objectif de présenter les modèles émergents de sécurité économique dans le monde. L'analyse s'appuie essentiellement sur une base de données rassemblant des indicateurs statistiques nationaux des politiques sociales et du travail, des données d'enquêtes sur la sécurité des personnes (PSS), couvrant plus de 48'000 individus dans 15 pays, ainsi que des résultats d'études sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises (EFSE), couvrant plus de 10'000 sociétés réparties dans 11 pays.

Sans prétendre couvrir tous les aspects de la sécurité économique ni résumer l'ensemble des travaux réalisés par d'autres auteurs sur des sujets apparentés, ce rapport vise néanmoins à présenter une première tentative d'analyse globale de la sécurité économique. Il a pour but de reprendre et de souligner certains des résultats dégagés par le programme au cours des quatre dernières années, avec un intérêt tout particulier pour certaines questions jusqu'à présent négligées ou auxquelles peu d'attention a été accordée.

Le travail empirique s'inscrit dans une perspective qui reflète les valeurs et principes fondamentaux de l'OIT qu'il tente de confronter aux réalités du XXI^e siècle, où les droits économiques et sociaux sont au cœur de la pensée politique et où la solidarité et la représentation sociale sont considérées comme primordiales. Les paragraphes suivants constituent un résumé rapport et présentent quelques résultats des recherches menées par le programme.

Partie I

Chapitre 1. Ce chapitre définit la sécurité économique et les sept formes de sécurité liées au travail. Il examine également la nature du risque et de l'incertitude, estimant que les anciennes formes de «sécurité sociale» se concentrent sur les risques classiques de protection sociale, alors que l'insécurité économique actuellement ressentie dans le monde est déterminée par des risques d'ordre systémique, difficiles à couvrir par l'«assurance sociale» ou par d'autres mesures sélectives. A cet égard, ce chapitre formule trois points qui constituent, pour l'essentiel, les prémices des développements qui suivent:

- ⚡ La sécurité économique de base devrait être considérée comme un droit de l'homme et être définie comme un facteur de promotion de la véritable liberté. Parmi les sept formes identifiées de sécurité liées au travail, la sécurité du revenu et la sécurité de la représentation sont présentées comme étant les deux dimensions primordiales de la sécurité économique.
- ⚡ Il conviendrait d'évaluer les politiques et les mutations institutionnelles selon la satisfaction de deux tests ou principes. Le premier est le principe de sécurité différentielle, selon lequel ces politiques et ces changements institutionnels devraient, pour être socialement justes, améliorer la situation des groupes les plus précaires de la société. Le second est le principe du test paternaliste, selon lequel les politiques ne devraient pas soumettre certains groupes à des contrôles dont sont exempts les groupes les plus libres de la société.
- ⚡ On a enregistré globalement une plus forte incidence et une gravité accrue des catastrophes naturelles, économiques et sociales, y compris les troubles civils, qui engendrent une insécurité de masse.

Chapitre 2. Ce chapitre présente une analyse des politiques et institutions relevant du modèle connu sous le nom de «consensus de Washington» du point de vue de leur influence sur l'insécurité économique à l'heure de la «mondialisation». Il met en lumière quelques-unes des caractéristiques pertinentes concernant les évolutions du marché du travail et des politiques sociales, abordées dans les chapitres suivants. Les points principaux sont notamment les suivants:

- ⚡ La mondialisation, au lieu de stimuler la croissance économique spectaculaire annoncée par ses partisans, a provoqué un ralentissement de la croissance dans de nombreux pays, avec quelques exceptions importantes que sont la Chine et l'Inde.
 - ⚡ Plus grave, la mondialisation a engendré une instabilité économique et une plus forte incidence des crises économiques.
 - ⚡ On assiste à une expansion rapide et peu analysée de sources privées de réglementation de l'activité et des politiques économiques.
-

Partie II

Chacune des sept formes de sécurité liées au travail définies par le programme est mesurée par un indice. La combinaison des sept indices constitue l'indice global de la sécurité économique. Cette série d'indices nationaux est l'une de composantes principales du rapport. Ces indices sont construits à partir de la base de données SES, combinant des indicateurs «d'inputs» (variables de politiques), des indicateurs de «processus» (variables institutionnelles ou instrumentales) et des indicateurs de résultats (indicateurs statistiques de l'efficacité de ces variables politiques et instrumentales). Ces indices, calculés pour plus de 100 pays, sont présentés au cours des chapitres 4 à 11.

Dans chacun de ces chapitres, une section est consacrée aux résultats dégagés des enquêtes sur la sécurité des personnes (PSS). Ces enquêtes sur les ménages réalisées par le Programme couvrent l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Bangladesh, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Éthiopie, le Ghana, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, la Fédération de Russie, la République-Unie de Tanzanie (ci-après appelée «Tanzanie») et l'Ukraine. Elles ont permis de recueillir des informations détaillées sur de nombreux aspects de la sécurité économique et sociale auprès de 48'000 individus et ménages.

Les chapitres présentent également les résultats des Enquêtes sur la Flexibilité et la Sécurité du Travail dans les Entreprises (ELFS), réalisées par le Programme en Azerbaïdjan, Brésil, Chili, Chine, Indonésie, République de Moldova, Pakistan, Philippines, Fédération de Russie, Tanzanie et Ukraine. Elles rassemblent des informations sur les pratiques au travail dans plus de 10'000 entreprises et mettent en évidence diverses formes d'insécurité et de sécurité des travailleurs.

Chapitre 3. La sécurité du revenu est relative aux systèmes de paie, aux niveaux de salaires, à l'accès aux prestations et services ainsi qu'à l'assurance de bénéficier d'une certaine garantie de ressources en cas de besoin. À l'heure de la mondialisation, les tendances mondiales se sont révélées défavorables à de nombreux égards. L'étendue de la pauvreté a été sous-estimée, en particulier en Afrique. Le nombre de «travailleurs pauvres» a augmenté dans les pays industrialisés. L'inégalité dans le partage des richesses est plus grande que l'inégalité de revenu, mais cette dernière s'est accentuée. La répartition fonctionnelle du revenu national s'avère une source croissante d'inégalités avec une part de plus en plus faible attribuée au facteur travail. Mais le fait le plus marquant est la tendance à une polarisation de revenu: une élite restreinte recevant une part très importante — et croissante — des richesses.

La flexibilité accrue des salaires s'est traduite par des écarts de revenu plus importants, par la perte, pour de nombreux groupes de travailleurs, de droits aux prestations et services d'entreprises, et par la dégradation des perspectives pour des

millions de travailleurs qui pouvaient s'attendre, du fait du développement, à accéder à ces mêmes prestations.

L'accroissement de la flexibilité du revenu sur le marché du travail s'est accompagné d'une surprenante réorientation générale des systèmes de protection sociale. L'aggravation de l'insécurité du revenu est probablement imputable essentiellement aux changements survenus dans les systèmes de santé. On voit apparaître un peu partout des systèmes de protection à plusieurs piliers, où les travailleurs et leurs familles doivent prendre en charge une part croissante des frais, tout en étant confrontés à des risques accrus et à une plus grande incertitude. L'utilisation de mécanismes de prix dans les services de santé exacerbe les sources d'inéquité et d'inégalité, souvent au point de compromettre la survie des ménages. Ce domaine de la politique sociale mérite la priorité pour la prochaine décennie et les changements opérés dans ce domaine seront déterminants dans l'orientation de la sécurité économique.

Au cours des 10 dernières années, ce sont les réformes des systèmes de retraite qui ont suscité le plus d'intérêt. Une source d'inquiétude supplémentaire compte tenu des inégalités entre groupes et, par conséquent, entre les droits, et les perspectives peu réjouissantes des pensions de millions de personnes s'acheminant vers l'âge de la retraite. Toutefois, une bonne nouvelle est que les responsables politiques et les spécialistes des questions sociales sont de plus en plus nombreux à prendre conscience des limites et des inconvénients de ces réformes menées avec tant de zèle dans les années 80 et 90.

L'insécurité du revenu pour les sans-emploi s'est aggravée dans de nombreux pays, où une majorité croissante de la population ne reçoit aucune aide de l'État. Même dans les pays industrialisés, seule une minorité perçoit des indemnités de chômage ou une garantie de ressources suffisante de la part de l'État.

- ⚡ La pauvreté est sous-estimée, en particulier dans les pays africains.
 - ⚡ L'inégalité entre les personnes s'est accentuée dans de nombreux pays. Et la répartition fonctionnelle des revenus est devenue plus inégale. Les mesures traditionnelles de la répartition des revenus, notamment le coefficient Gini, ne saisissent pas correctement ces tendances, car les très riches se sont enrichis, alors que les pauvres se sont appauvris. On a omis de relever que les groupes à revenu moyen ont conservé approximativement la même part du revenu national dans toutes les régions du monde.
 - ⚡ Les systèmes de sécurité sociale sont devenus moins universels, moins solidaires, moins protecteurs et plus différenciés, contribuant ainsi à accroître les inégalités et l'insécurité économique. Les conditions d'attribution des prestations sociales sont devenues plus restrictives. L'âge moyen de départ à la retraite, ouvrant droit à une pension de sécurité sociale à taux plein, a été relevé d'environ une année pour les hommes et d'une demi-année pour les femmes.
 - ⚡ Les prestations d'assurance-chômage sont régulièrement revues à la baisse et le durcissement des conditions d'éligibilité réduit le nombre de chômeurs rémunérés; cette forme de protection sociale n'est pas adaptée à la plus grande flexibilité des marchés du travail.
-

Chapitre 4. Ce chapitre aborde la question du suivi de la sécurité du revenu et certains aspects de la sécurité du revenu individuel et des ménages qui font rarement l'objet d'une attention empirique. Par exemple, la question des femmes qui ne conservent pas leur salaire, source de leur appauvrissement dans de nombreuses sociétés; l'accès à certaines prestations en nature; l'incidence de l'instabilité des revenus du travail; et le coût différentiel des crises subies par l'individu. Il met également en lumière un phénomène particulier qui fausse souvent les statistiques: les arriérés de salaires ou le non-paiement des salaires contractuels.

Deux indices nationaux sont présentés, l'un pour la sécurité du revenu des retraités et l'autre pour la sécurité globale du revenu. Ces indices, estimés pour 96 pays, montrent que certains pays se soucient davantage que d'autres de la sécurité du revenu de leurs citoyens et que les pays considérés comme «exemplaires» ne sont pas forcément ceux qui figurent en tête sur le plan du revenu par habitant. Points essentiels à noter:

- ⚡ L'une des principales manifestations de l'insécurité du revenu et de l'appauvrissement est l'instabilité du revenu, avec de nombreuses personnes percevant un revenu irrégulier, souvent avec beaucoup de retard.
- ⚡ Les transferts de revenu entre ménages, longtemps considérés comme une forme de protection sociale dans les pays en développement, sont en fait assez limités, surtout dans les pays africains.
- ⚡ Dans les pays en développement et en transition, la plupart des gens sont pessimistes quant à la sécurité du revenu, notamment par rapport à leur retraite.

Chapitre 5. En renonçant à défendre le plein-emploi, les gouvernements ont sacrifié la sécurité du marché du travail et aucun engagement véritable n'a été pris pour rectifier le statut des femmes, longtemps considérées comme une main-d'œuvre de second ordre. Globalement, la croissance du chômage s'est accompagnée de formes nouvelles et répandues de «sous-emploi» (une mesure de la sous-utilisation de la main-d'œuvre qui prend en compte l'emploi à temps partiel involontaire, les plans de chômage et les chercheurs d'emploi découragés).

- ⚡ Le chômage est une mesure peu satisfaisante de la sous-utilisation de la main-d'œuvre et il y a lieu d'utiliser avec prudence les estimations globales du chômage. Le taux de chômage n'est pas non plus un bon indicateur de la sécurité du marché du travail, telle qu'indiquée par la comparaison des classements des pays établis sur la base de ces deux mesures.
- ⚡ Le niveau de chômage en Chine est bien plus élevé que ne le suggèrent les mesures classiques.
- ⚡ L'ampleur du chômage déguisé, principalement sous forme de «congé non payé» et de «congé partiellement payé», reste considérable dans les pays en transition, notamment dans les pays suivants : Azerbaïdjan, Chine, République de Moldova, Fédération de Russie et Ukraine. Le congé de maternité prolongé peut également entraîner une sous-estimation du chômage des femmes.

Chapitre 6. La sécurité de l'emploi a, elle aussi, décliné partout dans le monde. Alors que l'on s'attendait, du fait du développement, à ce qu'une proportion croissante

de la main-d'œuvre occupe des postes salariés réguliers, protégés et à plein temps, l'économie a eu tendance, au contraire, à s'informaliser. De surcroît, dans les pays où des améliorations notables avaient été apportées à la sécurité de l'emploi pendant la période de l'après-guerre (après 1945), les gouvernements ont introduit des changements législatifs et institutionnels visant à affaiblir cette sécurité, notamment en revenant sur les acquis en matière de protection de l'emploi.

- ⚡ L'informalisation de l'emploi demeure l'une des principales caractéristiques de l'économie mondiale. Ce chapitre montre qu'une mesure de ce phénomène en tant que continuum entre emplois formels et informels constitue une approche plus adaptée que la dichotomie classique entre secteurs ou «économies» formels et informels.
- ⚡ Plus le travail de l'individu est informel, plus son revenu moyen est faible. Cependant, les disparités de revenu entre hommes et femmes s'accroissent avec l'augmentation du degré de formalité de l'emploi.
- ⚡ Un indice de la sécurité de l'emploi est fourni pour 99 pays pour lesquels on dispose de données pertinentes. Les pays scandinaves montrent encore une fois un niveau plus élevé que les autres pays pour cette forme de sécurité.

Chapitre 7. La sécurité au travail est associée à la santé et à la sécurité des travailleurs et à de faibles risques d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Pour une meilleure évaluation, la qualité des données statistiques disponibles nécessiterait d'être améliorées dans de nombreux pays. En outre, la tendance à l'autorégulation et l'affaiblissement des formes de représentation ont provoqué dans certains pays une érosion de la sécurité au travail. Cependant, l'émergence de nouvelles formes d'insécurité au travail ainsi que la croissance de leur fréquence et de leur sévérité constituent les évolutions les plus frappantes.

- ⚡ Les risques d'accidents du travail demeurent très élevés et se sont accrus dans de nombreuses entreprises en raison de l'affaiblissement des mécanismes institutionnels de sauvegarde. L'affaiblissement de la représentation des travailleurs y a contribué.
- ⚡ Le stress est devenu une manifestation majeure de l'insécurité au travail. Il touche des millions de travailleurs, dont bon nombre vivent dans des pays riches caractérisés par une intensité accrue du travail et où «le resserrement des délais» est devenu un risque moderne affectant un plus grand nombre de groupes professionnels.
- ⚡ Le harcèlement lié au travail reste une forme menaçante d'insécurité au travail dans de très nombreux pays.
- ⚡ Ce chapitre propose un indice de la sécurité au travail. Dans les pays en développement, les résultats sont significativement meilleurs dans les grandes entreprises, dans les entreprises publiques et dans les entreprises à capitaux étrangers.
- ⚡ L'Europe de l'Ouest est la seule région où tous les pays obtiennent de bons résultats en matière de sécurité au travail.

Chapitre 8. La sécurité du maintien des qualifications va au-delà de ce que recouvre le concept de «capital humain». L'attention particulière portée à cette notion de

capital humain a peut-être induit une détérioration de la sécurité réelle dans le domaine de l'éducation et du développement des compétences, dans la mesure où la part de l'éducation sans lien direct avec l'activité du marché est sous-évaluée.

- ⚡ Bien que de nombreux travailleurs estiment ne pas avoir les qualifications appropriées à leurs fonctions, nombre d'entre eux possèdent des compétences qui ne sont pas exploitées dans leur travail.
- ⚡ Selon un indice national sur la sécurité du maintien des qualifications, certains pays présentant de bons résultats dans l'ensemble omettent pourtant de garantir des éléments tels que l'égalité entre hommes et femmes face aux possibilités de développement des compétences, alors que d'autres pays, moins bien classés globalement, affichent des résultats relativement homogènes.
- ⚡ Dans tous les pays couverts par la présente étude une corrélation positive existe entre le niveau d'instruction et l'accès à la formation professionnelle. Mais souvent, cet accès à la formation professionnelle est moindre pour les femmes.

Chapitre 9. Il convient de distinguer «sécurité du travail» et «sécurité de l'emploi». La sécurité du travail suppose que le travailleur occupe une «niche» dans le processus de travail, avec des perspectives de carrière. Les difficultés rencontrées par ceux qui souhaitent mesurer et analyser la sécurité du travail (et la notion plus complète de «sécurité professionnelle») sont dues principalement au manque quasi-total de données en ce domaine. Ce chapitre porte essentiellement sur les obstacles à la mobilité dans l'emploi, les pratiques discriminatoires et la «satisfaction» au travail.

- ⚡ La sécurité du travail a été réduite par la définition de démarcations entre les emplois et par d'autres rigidités associées au Taylorisme.
- ⚡ Les pratiques discriminatoires restent la principale raison empêchant les femmes de bénéficier d'une plus grande sécurité du travail, limitant leur mobilité professionnelle.
- ⚡ De nombreux travailleurs ne planifient pas leur avenir professionnel, vivant au jour le jour pour survivre.
- ⚡ La sécurité du travail est positivement liée au niveau d'éducation. Sur leur lieu de travail, les femmes ont non seulement moins de possibilités d'avancement, mais sont également davantage exposées au risque de régression professionnelle.

Chapitre 10. La sécurité de la représentation — ou la possibilité de se faire entendre par la voix de représentants — a souvent été associée aux syndicats, qui ont beaucoup œuvré pour améliorer les conditions de travail. Mais la vague de désyndicalisation est générale. Elle résulte en partie des changements structurels des marchés du travail, ainsi que des réformes législatives entreprises pour réduire les pouvoirs des syndicats et leur capacité à mobiliser les travailleurs; elle résulte également de plus amples mutations sociales ainsi que de l'incapacité des syndicats à répondre aux préoccupations de nombreux groupes sociaux.

-
- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">⚡ La désyndicalisation est un phénomène d'ampleur mondiale.⚡ Quel que soit le pays, les femmes sont faiblement représentées parmi les hauts responsables syndicaux.⚡ La présence syndicale sur le lieu de travail contribue au relèvement des salaires, à l'obtention de prestations supplémentaires et à la réduction des disparités salariales.⚡ Dans de nombreux pays, la plupart des travailleurs ignorent l'existence des syndicats, et ceux qui en connaissent l'existence sont souvent sceptiques quant à leur capacité de mobilisation ou leur efficacité.⚡ Un indice national de la sécurité de représentation montre que les pays scandinaves présentent le plus fort niveau de représentation mais aussi que certains pays en développement se révèlent mieux placés en ce domaine que certains pays riches. |
|---|

Chapitre 11. La sécurité économique est indispensable à toute société désireuse de promouvoir un travail digne ou décent. Pour la mesurer, les indices des sept formes de sécurité du travail sont combinés pour former l'indice global de la sécurité économique. Cet indice a été estimé pour 90 États Membres de l'OIT. On peut classer ces pays en quatre *clusters* (groupes présentant des scores similaires pour cet indice).

Les pays «exemplaires» sont ceux qui ont obtenu des scores élevés pour leur engagement à mener une politique de sécurité économique (indicateurs d'inputs), au fait qu'ils disposent des mécanismes ou institutions nécessaires pour donner effet à cet engagement (indicateurs de processus), et à leurs bons résultats (indicateurs de résultats) en termes de sécurité économique. Les «pragmatiques» sont ceux qui obtiennent de bons scores tout en manifestant un engagement relativement faible (ou moins qu'exemplaire) et/ou en ayant des mécanismes relativement modestes pour obtenir ces bons résultats. Les «conventionnels» sont les pays qui ont pris de manière officielle un engagement relativement fort envers les objectifs de sécurité économique et qui disposent, semble-t-il, des institutions nécessaires pour donner corps à cet engagement, mais montrant des résultats peu probants. Enfin, le groupe des pays «en développement» comprend ceux où l'engagement, les institutions et les résultats sont relativement faibles, et où les décideurs politiques, les institutions nationales et étrangères ainsi que les donateurs doivent fournir des efforts importants.

Les résultats montrent que les pays, quel que soit leur niveau de développement, pourraient s'améliorer. Naturellement, un pays riche possédant des capacités institutionnelles bien établies sera plus à même d'assurer à sa population une véritable sécurité économique. Cependant, tous les pays riches ne le font pas. Mais de nombreux pays à faible revenu pourraient faire beaucoup mieux sans compromettre leur croissance et développement économiques. La promotion de la sécurité économique pour les citoyens devrait se traduire par l'accélération de la croissance et du développement.

- ⚡ Il existe une corrélation négative entre la sécurité économique et l'inégalité de revenu. En d'autres termes, les pays où la répartition des revenus est très inégale ont beaucoup plus de mal à assurer à leur population une sécurité économique suffisante. À l'échelle mondiale, la sécurité est mieux répartie que le revenu.
- ⚡ La sécurité économique n'est que faiblement corrélée à la croissance économique, mais souffre d'une ouverture économique prématurée. S'agissant de contrôler le niveau du revenu national, il convient de préciser que l'ouverture économique peut certes induire une plus grande sécurité économique, mais que cet avantage peut tarder à se manifester dans les pays qui libéralisent trop tôt leurs mouvements de capitaux. Le fait de procéder trop hâtivement à l'ouverture économique peut engendrer une instabilité sociale et se traduire par des résultats économiques susceptibles de compromettre toute sécurité économique acquise.
- ⚡ Il existe une corrélation positive entre la sécurité économique et la liberté politique, la démocratie.
- ⚡ Il existe également une corrélation positive entre la sécurité économique et l'indice de «bonheur national». Mais la sécurité de maintien des qualifications est en corrélation négative avec cette mesure du bonheur.
- ⚡ Les pratiques décentes sur le lieu de travail conditionnent positivement l'évolution de la productivité et de l'emploi.

Partie III

Chapitre 12. Ce chapitre examine, à partir des données issues des enquêtes sur la sécurité des personnes les attitudes et perceptions quant à la justice et la sécurité économiques. Plus de 48'000 personnes ont été invitées à exprimer leur opinion sur une série de principes concernant la répartition du revenu et la politique sociale. Les données font apparaître un soutien populaire aux politiques visant à améliorer la sécurité économique.

- ⚡ Nombreux sont ceux qui préconisent une nouvelle répartition, essentiellement dans le sens d'une limitation des tranches supérieures du revenu. Les populations rurales et celles qui subissent diverses formes de précarité économique sont généralement plus favorables à l'égalitarisme que les populations urbaines.
- ⚡ L'idée d'un revenu minimum, seuil de revenu sous lequel personne ne devrait descendre, trouve un large soutien. Elle rencontre l'adhésion de tous les groupes de la société, riches et pauvres, hommes et femmes. Nombreux sont les partisans de l'universalisme — c'est-à-dire que chacun, indépendamment de sa condition sociale ou de son statut professionnel, devrait bénéficier de la sécurité du revenu — et des politiques visant à garantir une sécurité à ceux qui exercent toutes activités socialement utiles, et non pas seulement à ceux qui occupent un emploi.
- ⚡ Les personnes en situation de précarité économique, même si elles sont plus enclines à adhérer au principe d'une sécurité élémentaire pour tous, peuvent également manifester une tendance plus marquée à l'intolérance et approuver les pratiques discriminatoires au travail.

Chapitre 13. Ce chapitre est consacré aux nouvelles formes de sécurité de représentation. L'idée sous-jacente est qu'il est impossible d'envisager des sociétés

présentant un niveau élevé de sécurité économique sans par ailleurs disposer de puissants organismes de représentation pour «sécuriser» tous les intérêts légitimes. Si les syndicats ne sont pas aussi puissants qu'escomptés, existe-t-il des alternatives ou des organismes complémentaires susceptibles de contribuer à la représentation des personnes en tant que citoyens? Ce chapitre examine quelques initiatives et les obstacles rencontrés. Il inspire à un optimisme prudent, même s'il y a lieu de considérer avec un certain scepticisme nombre d'organisations dites de la société civile et de reconsidérer en particulier les politiques basées sur des idéologies religieuses.

Chapitre 14. La sécurité du revenu, telle que développée dans le chapitre 1, est une forme fondamentale ou primordiale de la sécurité économique, au même titre que la sécurité de représentation. Si l'avenir rime avec activités informelles, marché du travail flexible et une plus grande reconnaissance des droits de ceux qui exercent diverses activités autres que le travail, alors quelles sont dès lors les politiques propres à garantir une sécurité du revenu adéquate? Le chapitre commence par l'examen des principales politiques préconisées ou expérimentées ces dernières années, en particulier dans les pays en développement.

Les pays devraient réduire les subventions, celles-ci ayant atteint des proportions considérables, profitant de manière disproportionnée aux riches et sont en outre inefficaces. Elles représentent une part importante du PIB et pourraient être réaffectées au renforcement de la sécurité de base de ceux qui en ont le plus besoin.

Ce chapitre met également en évidence les faiblesses d'une démarche axée sur le «ciblage» et la «sélectivité», c'est-à-dire qui tend à réserver les prestations et les services sociaux aux groupes identifiés par un examen des ressources et des comportements. Ce chapitre se réfère aux enquêtes sur la sécurité des personnes pour démontrer que les systèmes sélectifs sous condition de ressources ne répondent pas aux besoins des groupes les plus pauvres de la société. Il montre aussi que les systèmes populaires tels que le micro-crédit et les fonds à caractère social sont limités en tant que moyens de garantir la sécurité du revenu. Néanmoins, il met l'accent sur plusieurs politiques visant à renforcer la sécurité du revenu en tant que droit, notamment les pensions sociales en Afrique du Sud et la *Bolsa familia* au Brésil. Il recommande également que les systèmes d'utilisation partagée des capitaux, sur le modèle du Fonds permanent de l'Alaska, soient envisagés comme un moyen d'assurer une nouvelle répartition des richesses provenant de l'exploitation des ressources naturelles.

Mais surtout, tous les pays doivent s'efforcer de relever le défi consistant à mener des politiques respectueuses des deux principes d'orientation énoncés au départ, c'est-à-dire des politiques qui ne seraient considérées comme socialement justes que si elles améliorent la sécurité économique des groupes les plus précaires de la société (et du monde) et seulement dans la mesure où elles n'imposeraient pas à certains des contrôles

(privation de liberté) dont sont exempts les groupes les plus libres. En nous conformant à ces principes, nous pouvons promouvoir des sociétés qui protègent les droits économiques et favorisent un environnement permettant à une majorité grandissante d'aspirer aux satisfactions de l'existence que peut garantir un travail digne ou décent.



Fiche documentaire n° 1: Insécurité du revenu

Aspects négligés de la pauvreté et de l'inégalité

Selon un nouveau rapport de l'OIT, la majorité des travailleurs dans le monde souffrent d'insécurité du revenu. S'appuyant sur des enquêtes détaillées sur les ménages et les lieux de travail couvrant plus de 48 000 travailleurs et plus de 10 000 entreprises, le rapport montre que de nombreuses formes d'insécurité du revenu ne sont pas mises en évidence dans les mesures ordinaires du revenu.

Il s'agit notamment des formes suivantes: irrégularité des paiements, non-paiement des salaires contractuels, tendance, dans beaucoup de pays, à mettre un grand nombre de travailleurs en «congé sans solde», prélèvements systématiques sur le revenu du travail et politiques des pouvoirs publics qui sont censées toucher les pauvres mais qui ne le font pas.

Parmi les autres constatations, on peut citer les suivantes:

- L'ampleur de la pauvreté de revenu est généralement sous-estimée en Afrique, et quelque peu surestimée en Asie du Sud-Est.
- La distribution fonctionnelle du revenu s'est dégradée dans le monde entier, des parts plus importantes du revenu national allant aux détenteurs du capital et des parts plus petites aux travailleurs. C'est particulièrement net dans des pays comme l'Inde et le Mexique. Dans ce dernier pays, la part des salaires dans le produit national a fortement baissé au cours de la dernière décennie malgré l'amélioration des niveaux d'éducation et de la productivité de la main-d'œuvre.
- Les subventions sont devenues énormes et bénéficient généralement aux entreprises et à ceux qui sont relativement riches, tandis que les subventions destinées aux pauvres ont connu une tendance à la baisse (p.363, 373).
- Les groupes à revenu moyen ont généralement une part semblable du revenu national dans le monde entier (p.65); les différences nationales en matière d'inégalité du revenu correspondent principalement à des différences dans les parts reçues par les très riches et les très pauvres.
- Les régimes de sécurité sociale et la politique fiscale sont devenus plus régressifs: beaucoup de groupes de travailleurs perdent des avantages ou ne les obtiennent pas, les taxes frappant le capital et les groupes à revenu élevé diminuent tout en augmentant en termes relatifs pour les travailleurs à faible revenu, et les subventions augmentent pour les entreprises et les groupes à revenu élevé.
- Les prestations de sécurité sociale et les services sociaux sont généralement devenus plus restrictifs et de moindre valeur, ce qui réduit les perspectives d'amélioration de la sécurité du revenu. De fait, le rapport indique des éléments prouvant qu'à mesure que croît l'inégalité, la politique sociale deviendra probablement régressive, et non pas plus progressive. Telle qu'elle existe, la sécurité sociale n'a pas un rôle de redistribution fort.
- La sécurité du revenu des personnes âgées s'est dégradée, surtout pour celles qui dépendent de l'État. Dans les pays industrialisés, le taux de pauvreté chronique (revenu inférieur à 40% de la médiane) chez les personnes âgées a augmenté dans la majorité des pays (19) et baissé dans une minorité (8), tandis que le taux de pauvreté (inférieur à 50% de la médiane) chez les personnes âgées a augmenté dans 18 pays, et baissé dans 9.
- Dans les pays pour lesquels l'OIT a des données, l'âge moyen donnant droit à une pension de retraite publique a augmenté d'environ un semestre pour les hommes et d'environ une année pour les femmes au cours de la décennie passée.
- Dans les pays en développement, les nouvelles données tirées des enquêtes montrent que la principale cause de l'insécurité du revenu et de l'anxiété est le coût des soins de santé. Dans les pays riches comme dans les pays en



développement, la part des coûts de soins de santé par rapport au revenu disponible est en augmentation. Dans les enquêtes sur la sécurité des personnes menées par l'OIT dans les pays en développement et les pays «en transition», un plus grand nombre de personnes ont exprimé leur crainte de ne pas avoir de quoi payer les soins de santé plus que toute autre chose. Par exemple, dans les zones urbaines du Brésil, 51% des ménages ont dit ne pas avoir un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins en matière de soins de santé. Au Ghana, le chiffre concernant les zones urbaines était semblable, et pour les zones rurales, il était de 62%; en Russie, les chiffres correspondants étaient de 47% et 58%.

- La grande majorité des chômeurs dans le monde n'ont pas accès à des indemnités de chômage. Et bien que le nombre de pays ayant une forme quelconque de système d'indemnités de chômage ait légèrement augmenté (principalement en raison de l'introduction de tels systèmes dans les pays «en transition»), l'analyse de l'OIT montre que les périodes ouvrant droit à des indemnités se sont allongées, que les indemnités ont été réduites, que la durée des prestations d'assurance a été raccourcie, que les conditions d'octroi des prestations sont devenues plus strictes et qu'il y a eu une tendance à délaisser les prestations d'assurance pour se tourner vers les régimes fondés sur les ressources. Dans les pays en développement comme dans les pays industrialisés, à de rares exceptions, seule une minorité des chômeurs reçoit une indemnité. Le rapport conclut à un avenir sombre des systèmes d'indemnisation du chômage (p.78).
- Le domaine par excellence où de gros progrès ont été accomplis au cours de la dernière décennie est celui des avantages liés à l'emploi, tels les crédits d'impôt sur le revenu du travail pour compléter les gains des travailleurs peu rémunérés. Ils offrent certes à certains travailleurs une meilleure sécurité du revenu, mais le rapport soulève des questions sur leur efficacité et leur équité.

- La situation insatisfaisante en ce qui concerne les prestations sociales versées par l'État doit être considérée dans le contexte de l'affaiblissement régulier des réseaux informels de soutien social dans les pays en développement. Les enquêtes sur la sécurité des personnes montrent que non seulement les revenus sont très irréguliers, mais que l'incidence du soutien entre les ménages est faible.

- Dans les enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes, une majorité de personnes interrogées ont dit avoir connu une crise financière au cours des trois années précédentes. La plupart avaient été obligées de solliciter l'aide de parents ou de voisins, plutôt que de telle ou telle institution publique.
- Les arriérés de salaire — le non-paiement des salaires contractuels ou leur paiement partiel longtemps après la date à laquelle ils étaient censés être versés — sont très répandus dans les pays «en transition», et dans certains autres. C'est le cas en Chine, en Russie, en Ukraine et dans certains pays d'Europe de l'Est. En Ukraine, plus d'un travailleur sur quatre a déjà été en situation de non-paiement du salaire.
- La plupart des gens dans les pays en développement sont pessimistes sur les perspectives d'avenir des personnes âgées et de l'insécurité du revenu. Par exemple, en Tanzanie, 4% seulement des hommes et des femmes pensent que leur situation financière sera bonne lorsqu'ils seront âgés. Au Ghana et en Afrique du Sud, un sur cinq seulement s'attend à ce qu'elle soit ainsi. En Éthiopie, les deux tiers des personnes jeunes et d'âge mûr s'inquiètent de savoir si elles auront de l'argent pour leurs vieux jours. La situation en Europe de l'Est est également mauvaise. En Ukraine, quatre personnes sur cinq s'attendent à ce que leur revenu soit insuffisant lorsqu'elles seront vieilles. Et en Chine, 6% seulement des personnes jeunes et d'âge mûr pensent que leur sécurité de revenu sera raisonnablement bonne lorsqu'elles seront vieilles.



Fiche documentaire n°.2: La faiblesse des moyens d'expression collective laisse les travailleurs dans l'insécurité

Les nouvelles formes d'expression sont encore limitées

Dans de nombreux pays le poids des syndicats s'est sensiblement affaibli. Selon un indice national de la sécurité de la représentation estimé pour 99 pays, la plupart des travailleurs n'ont qu'une faible probabilité de bénéficier de moyens d'expression leur assurant une sécurité dans leurs relations sur le marché du travail. L'époque de la mondialisation a essentiellement coïncidé avec un affaiblissement de la force collective des travailleurs. Les pays qui obtiennent les meilleurs résultats au regard de l'indice de la représentation sont les pays nordiques. Mais près des deux tiers de l'ensemble des pays ont une faible sécurité de représentation et entrent dans la catégorie des «pays à la traîne».

Le rapport de l'OIT sur la sécurité économique conclut que «ce qui est inquiétant, est la forte dégradation des principales formes d'expression dans le monde du travail à l'époque de la mondialisation».

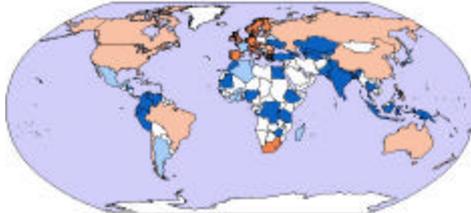
S'agissant de la sécurité de la représentation, il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles. Elles sont exposées, dans un cas comme dans l'autre, dans le rapport de l'OIT. Quelques points sont repris ici :

- Parmi les meilleures nouvelles, le rapport montre que les pays ayant une forte sécurité de la représentation ont généralement des niveaux d'inégalité plus bas, tels qu'ils sont mesurés par le coefficient de Gini de la répartition du revenu.
- Peut-être la plus mauvaise nouvelle pour les travailleurs est que la désyndicalisation (la baisse du pourcentage de travailleurs syndiqués) s'est poursuivie dans le monde entier. Dans certains pays industrialisés, le taux de syndicalisation a chuté pour se situer au-dessous de 10%.
- C'est dans les services publics que les syndicats ont le plus de pouvoir, mais à mesure que ceux-ci sont privatisés, une nouvelle menace pèse sur la force syndicale.
- Les femmes sont moins syndiquées que les hommes, et elles occupent seulement une petite minorité des postes supérieurs dans les syndicats (voir la fiche documentaire 4).
- La plupart des travailleurs, lorsqu'on leur demande leur avis sur les syndicats, soit *ne connaissent pas* leur existence, soit sont sceptiques sur leur valeur. Il est démontré que c'est particulièrement le cas dans les pays en développement, comme le Bangladesh, certaines parties de l'Inde et du Pakistan.
- Les enquêtes menées aux fins de ce rapport montrent qu'il y a une absence de *confiance* dans les syndicats dans beaucoup de pays. Dans la Fédération de Russie, par exemple, un tiers des travailleurs sont convaincus que personne ne protège leurs intérêts, et 2% seulement estiment que les syndicats le font. Un adulte sur cinq seulement avait une «attitude positive» à l'égard des syndicats. Au Brésil, le manque de confiance dans les syndicats (30% seulement leur faisaient confiance) est lié à une baisse de la confiance dans les organisations sociales, quelles qu'elles soient, mais il y a moins de confiance que dans d'autres organismes, tels que l'église et les associations de voisinage. En Argentine, 11% seulement de personnes interrogées faisaient confiance aux syndicats. Aux États-Unis, moins de 20% de la population adulte a confiance en la «main-d'œuvre organisée».
- Ce qui pourrait se révéler une bonne nouvelle est que de nouvelles formes d'organisation gagnent du terrain, comme cela est démontré dans ce rapport. Les gens expriment plus de confiance dans ces organismes que dans les organismes publics ou dans la plupart des organisations syndicales classiques. Toutefois, le rapport pose la question de savoir si beaucoup d'ONG sont réellement représentatives et orientées vers la promotion des intérêts des travailleurs.
- Le rapport montre que les pays jouissant de niveaux élevés de sécurité de la représentation ont des niveaux de sécurité de l'emploi et du



travail relativement élevés. Cependant, un indice de la sécurité de la représentation élevé n'est pas lié à une forte sécurité du marché du travail, ce qui donne à penser que les syndicats n'ont pas réussi à contribuer à abaisser le chômage. L'indice de la représentation n'est pas non plus lié à la sécurité des compétences.

Indice de la sécurité de la représentation par pays



■ Pays en pointe ■ Pays pragmatiques
■ Pays ordinaires ■ Pays à la traîne

Note: Les pays figurant en «blanc» ne sont pas visés par l'analyse.
Source: Base de données IFP-SES 2004

- Bien que la syndicalisation soit faible, les enquêtes sur les entreprises menées par l'OIT montrent que celles dont les travailleurs sont syndiqués versent habituellement des salaires plus élevés et offrent plus de prestations non salariales que les entreprises par ailleurs similaires dans le même pays ou le même secteur. En outre, des statistiques montrent que les entreprises dont les travailleurs sont syndiqués ont d'aussi bons résultats que celles où il n'y a pas de syndicats.
 - Les entreprises à présence syndicale sont plus susceptibles de favoriser la sécurité des compétences, pressant la direction d'offrir plus de formation et de recyclage (chapitre 10). Et les syndicats indépendants ont apparemment plus de poids que les syndicats d'entreprise.
 - Les entreprises à présence syndicale en Afrique du Sud et en Tanzanie étaient plus susceptibles de mettre en œuvre des politiques de l'emploi axées sur l'égalité des chances ou la non-discrimination.
- Parmi les conclusions et recommandations du rapport à cet égard, on peut citer les suivantes:
- La «démocratie ténue» s'est répandue dans le monde du travail, dans la mesure où les travailleurs et les communautés au travail se trouvent rarement dans des situations où ils peuvent négocier efficacement ou sur un pied d'égalité avec les employeurs.
 - Les gouvernements ont renforcé les droits individuels tout en réduisant les droits collectifs, affaiblissant ainsi les capacités des syndicats et des autres organisations de masse en matière de négociation.
 - Le sens de la solidarité sociale s'est nettement affaibli dans le monde, chacun étant encouragé à se préoccuper principalement de la consommation et de l'acquisition de la propriété.
 - Il y a une tendance mondiale à la convergence des politiques fiscales, monétaires et sociales dans lesquelles le pouvoir de décision est cédé à des techniciens et des «experts», et desquelles l'expression démocratique collective est largement exclue.
 - Pour garantir une plus grande représentation des travailleurs au niveau mondial, le rapport suggère d'envisager d'établir un Conseil de la sécurité économique dans le cadre des Nations Unies, de façon que les informations concernant la sécurité économique et sociale puissent être présentées et examinées ouvertement.
 - Le rapport de l'OIT passe en revue les initiatives volontaires en matière de responsabilité sociale des entreprises et conclut qu'elles sont peu susceptibles d'avoir beaucoup d'effet. Le rapport conclut que *les entreprises ne devraient pas se charger de la responsabilité de la politique sociale, et devraient se garder de devenir paternalistes.*



Fiche documentaire n°. 3: «Cibler» les pauvres est une mauvaise politique

Le soutien en faveur de la sécurité et de l'égalité est fort:

48 000 personnes donnent leur avis

- Faisant valoir que la sécurité économique de base pour tous devrait être un objectif de développement et un *droit* socio-économique, ce rapport de l'OIT montre que beaucoup de politiques classiques qui sont préconisées dans le cadre de programmes de lutte contre la pauvreté ne parviennent pas à atteindre les pauvres.
 - On considère d'ordinaire que les ressources publiques étant limitées, leur utilisation devrait être davantage ciblée sur les pauvres. Le résultat a été qu'on a eu davantage recours à des enquêtes sur les ressources des individus et autres formes de sélectivité. Mais l'analyse des données provenant d'enquêtes sur les familles et les travailleurs à faible revenu dans les pays en développement montrent qu'en réalité, ils n'ont souvent pas connaissance des prestations auxquels ils ont droit et que les pauvres sont toujours moins susceptibles de recevoir ces prestations que les non-pauvres. Par conséquent, les taux de *perception des prestations* des programmes d'assistance sociale sont habituellement très bas.
 - Les enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes, couvrant des milliers de familles dans 15 pays, montrent qu'il s'agit du cas de figure habituel. En Éthiopie, par exemple, les non-pauvres sont plus susceptibles de participer au programme «vivre contre travail», censé cibler les pauvres. En Indonésie, le programme de subvention au riz a également favorisé les non-pauvres d'une manière disproportionnée.
 - Le rapport de l'OIT sur la sécurité économique évalue une vaste gamme de politiques présentées comme des moyens de réduire la pauvreté, comme les programmes de travaux publics, de mise au travail des allocataires sociaux, les programmes «vivre contre travail» et les programmes d'assistance sociale. La plupart ne satisfont pas à un ou deux «critères» au regard desquels, selon le rapport, ces politiques devraient être évaluées, c'est-à-dire qu'elles devraient réduire l'insécurité économique des plus vulnérables et, ce faisant, ne pas limiter leur liberté.
 - Parallèlement, il existe un fort soutien en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'inégalité exprimé par les 48 000 personnes interrogées dans le cadre des enquêtes sur la sécurité des personnes menées par l'OIT dans 15 pays.
 - Dans le monde entier, nombre de personnes sont favorables au principe selon lequel les gouvernements devraient essayer de faire en sorte que chacun ait un revenu qu'on ne devrait pas laisser descendre au-dessous d'un certain seuil, une sécurité de base minimum. Plus de 80% des gens dans des pays comme la Hongrie et la Chine étaient favorables à ce principe. Le soutien demeurerait élevé même lorsqu'on demandait aux personnes interrogées si elles y seraient favorables s'il fallait augmenter les impôts.
- Parmi les autres constatations importantes, on peut brièvement citer les suivantes:
- Dans des pays aussi différents que la Hongrie, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud, plus de deux personnes sur cinq sont favorables à un plafonnement du revenu.
 - Une majorité absolue dans divers pays estime que l'inégalité de revenu est excessive, constatation qui est particulièrement nette en Indonésie et aux Philippines. Les gens qui vivent dans les zones rurales sont généralement plus favorables à des politiques progressistes pour réduire les inégalités de revenu que ceux qui vivent dans les zones urbaines, encore qu'une majorité dans les deux types de zone y soit favorable. En Indonésie, 73% des ruraux estimaient que les salaires devraient être plafonnés, contre 60% des résidents des zones urbaines.



- Ceux qui sont dans l'insécurité économique, au plan de leur revenu, de leur emploi et de leur situation professionnelle, sont plus susceptibles d'avoir des opinions intolérantes, surtout envers les migrants et les minorités raciales.
- Les femmes sont plus susceptibles d'être égalitaristes que leurs homologues masculins dans divers pays, bien que cela ne soit pas vrai de tous les pays dans lesquels une enquête a été menée.
- Les gens sont nettement favorables à ce qu'on donne une sécurité du revenu à ceux qui accomplissent des activités qui ne relèvent pas du marché du travail comme les soins dans le milieu de vie, de la même manière que pour ceux qui ont des activités relevant du marché du travail.
- Classant les gens en «fatalistes» ou «individualistes», le rapport suggère que les individualistes sont en réalité plus susceptibles d'être favorables à la mise en place d'un revenu minimum pour leurs concitoyens, mais moins susceptibles d'être favorables à un plafonnement du revenu. Selon le rapport cela a des conséquences pour les dirigeants politiques, étant donné que l'augmentation du niveau d'éducation et une plus grande exposition à la vie moderne s'accompagnent généralement d'un développement de l'individualisme.
- Dans les pays où la question a été posée, on a constaté qu'il y avait un soutien considérable en

favorable de la proposition préconisant que les impôts soient relevés pour permettre au gouvernement de réduire la pauvreté. Au Ghana, près de trois personnes interrogées sur quatre ont répondu dans ce sens.

- En Chine, seule une petite minorité de personnes interrogées se sont dites «satisfaites» des politiques publiques visant à atténuer la pauvreté ou à mettre en place une protection sociale.

Chine: Degré de satisfaction à l'égard de la politique des pouvoirs publics (répartition des avis, exprimée en pourcentage, sur les domaines de la politique)

	Satisfaisant (%)	Assez bien (%)	Insatisfaisant (%)	Sans opinion (%)
Policy				
Atténuation de la pauvreté	9.5	36.3	36.6	17.6
Revenu minimum urbain garanti	7.3	34.1	43.1	15.6
Sécurité sociale	7.1	34.6	45.5	12.9
Service de l'emploi public	7.0	30.2	48.4	14.4
Indemnités de chômage	5.9	31.3	45.4	17.4

Source: ESP-Chine, 2001.

- Le rapport de l'OIT conclut que, contrairement aux allégations de beaucoup d'observateurs soutenant que les gens en sont venus à accepter une inégalité forte et que l'individualisme égoïste domine les courants de pensée, ces résultats montrent qu'il existe toujours un sentiment largement répandu favorable à la *solidarité sociale* et à une réduction de l'inégalité et de l'insécurité du revenu.



Fiche documentaire n° 4: Les femmes sont confrontées à davantage d'insécurité économique

Les désavantages cumulatifs accentuent le clivage entre les sexes

Les femmes ont non seulement plus de problèmes pour se procurer un emploi rémunéré et reçoivent généralement des salaires plus bas et moins d'avantages que les hommes, elles souffrent aussi plus fortement de l'irrégularité des versements. Souvent, elles ne peuvent pas conserver leurs gains mais doivent les remettre à leur mari ou aux autres membres de la famille. Telles sont les constatations des enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes menées dans 15 pays qui figurent dans le nouveau rapport de l'OIT sur l'insécurité économique.

Parmi les importantes constatations pertinentes pour évaluer l'étendue de l'insécurité économique des femmes par rapport aux hommes, on peut citer les suivantes:

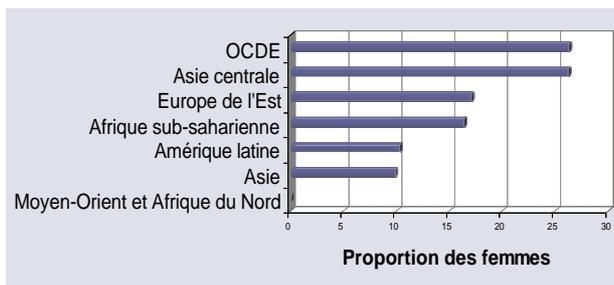
- Le passage de situations professionnelles très informelles à des emplois plus formels s'accompagne souvent d'une amélioration régulière des revenus pour les hommes, mais pas pour les femmes. Il en résulte notamment que l'accroissement de la formalisation de l'emploi signifie une accentuation de l'écart de revenu entre les hommes et les femmes.
- Les femmes ont généralement un statut bien inférieur, même lorsqu'on tient compte de l'éducation, comme l'indique une nouvelle mesure composite, le *statut en matière de travail décent*. Dans les pays en développement, comme l'Indonésie, la différence entre les hommes et les femmes peut en réalité s'accroître dans les foyers plus éduqués et plus riches.
- Dans les pays africains, de même qu'en Asie du Sud, un grand nombre de femmes doivent céder une grosse partie de leur revenu du travail à d'autres, principalement des membres de la famille. En Tanzanie, par exemple, une femme seulement sur trois dans les zones rurales, et une sur cinq dans les zones urbaines, conserve la totalité de son revenu du travail. Au Ghana, environ la moitié d'entre elles le conserve.
- Les travailleurs et les travailleuses sont largement favorables aux principes de l'égalité entre les hommes et les femmes. Dans les enquêtes sur la sécurité des personnes, couvrant 48 000 hommes et femmes, le soutien en faveur des pratiques de

recrutement discriminatoires et de la discrimination salariale était faible.

- Cependant, l'insécurité affaiblit le sens de l'équité. Dans certains pays, les groupes les plus vulnérables, parmi lesquels les femmes, étaient favorables aux pratiques discriminatoires. En Éthiopie, les femmes ont été aussi nombreuses que les hommes à se dire favorables à la discrimination *contre* les femmes dans l'attribution des emplois.
- Dans les pays en développement, beaucoup de familles connaissent régulièrement des crises financières. Lorsque cela se produit, les filles sont plus susceptibles d'être envoyées à l'extérieur pour accomplir des travaux rémunérés que les garçons. Cela se traduit par des désavantages qui durent toute la vie, au plan de l'éducation, et donc de l'accès à des emplois mieux rémunérés.
- Les femmes reçoivent habituellement moins d'avantages non salariaux de leur entreprise, ce qui est souvent une source plus importante d'inégalité selon le sexe que les écarts de salaire. Cela est également vrai des pays africains, où le versement de prestations non salariales est moins courant que dans les pays plus riches.
- Les pratiques de recrutement discriminatoires visant les femmes sont plus courantes dans les petites entreprises et plus fortes dans les entreprises privées que dans les entreprises publiques dans chaque pays couvert par les enquêtes sur la flexibilité et la sécurité de la main-d'œuvre des entreprises, dont le Brésil, le Chili, la Chine, l'Indonésie, la République de Moldavie, le Pakistan, les Philippines, la Fédération de Russie, la Tanzanie et l'Ukraine.

- Les femmes sont moins susceptibles d'être dans les syndicats. Lorsqu'elles le sont, elles sont en butte à la discrimination. Significativement, dans un échantillon de 61 pays pour lesquels des données ont été recueillies, les femmes ne comprenaient qu'une infime minorité de cadres syndicaux. Même dans les pays industrialisés, 26% seulement des cadres syndicaux sont des femmes. En Asie, le chiffre est inférieur à 10%.

Proportion des femmes dans les équipes de direction des syndicats



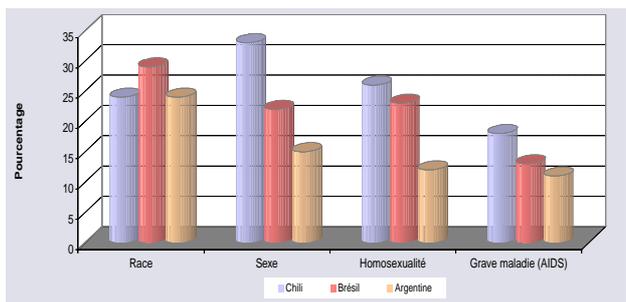
Source: Base de données IFP-SES, 2004.

- Les données recueillies auprès des directions d'entreprise dans le cadre de ces enquêtes révèlent des types de discrimination très variables. Les employeurs ont tendance à préférer recruter des hommes plutôt que des femmes dans tout un éventail d'emplois liés à la production, tandis que presque partout, les femmes sont préférées pour les emplois de bureau ou administratifs.
- La discrimination est souvent plus grande en matière d'offre de possibilités de formation qu'en matière de recrutement, ce qui piège les femmes dans un «tunnel de verre». Les politiques visant l'égalité des chances souvent ne se préoccupent pas de ce qu'il advient des travailleurs une fois qu'ils sont recrutés dans les entreprises.
- La politique visant l'égalité des possibilités d'emploi adoptées par les entreprises ne se reflète pas dans la pratique. Aux Philippines, où deux entreprises sur cinq ont dit appliquer une telle politique, dans beaucoup de cas des préférences pour les hommes ou pour les femmes au recrutement ont toutefois été exprimées. Et les deux tiers ont dit qu'elles ne prévoyaient pas d'augmenter la part des femmes dans le recrutement, bien que les femmes n'occupent qu'une minorité des emplois.
- Seule une petite minorité des travailleuses enceintes reçoivent un congé de maternité rémunéré. Lorsqu'un tel congé est accordé, ce sont dans la plupart des cas des femmes ayant un revenu élevé qui obtiennent ces avantages.
- Ces enquêtes montrent que de nombreuses entreprises, dont la direction s'inquiète à l'idée que les travailleuses prennent ultérieurement un congé

de maternité, établissent pour cette raison une discrimination à l'embauche contre les femmes.

- En Amérique latine, par exemple, dans certains pays, les travailleurs ont plus conscience de la discrimination fondée sur le sexe que dans d'autres. Dans certains cas, ils considèrent la discrimination raciale ou fondée sur le handicap comme plus répandue.

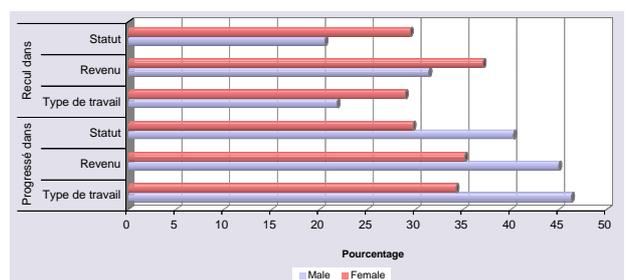
Argentine, Brésil et Chili: pourcentage des travailleurs témoins d'une discrimination liée à la race/au sexe, à l'homosexualité ou à une grave maladie



Source: Argentine, Brésil, Chili, ESP 2001.

- Le type de contrat accordé aux femmes a souvent une incidence sur leur capacité d'avoir un enfant sans risquer de perdre leur emploi. En Chine ou en Indonésie, ce risque est plus élevé pour les femmes qui sont dans leur emploi depuis moins d'un an, dont les contrats sont précaires ou qui travaillent dans des petites entreprises privées.
- Les femmes sont plus susceptibles de se dire stressées dans leur emploi, mais moins susceptibles de faire part de leur insatisfaction concernant leur emploi. Une explication possible est qu'elles sont sous pression du fait qu'elles doivent concilier leur travail salarié avec leurs travaux à la maison.
- Dans la plupart des pays, la probabilité d'ascension sociale est plus grande pour les hommes que pour les femmes, et la probabilité de régression sociale est plus grande pour les femmes. Les résultats des enquêtes sur la sécurité des personnes pour l'Éthiopie en 2001 illustrent cette double tendance selon laquelle la probabilité d'une progression passée est plus faible pour les femmes, tandis que la probabilité d'évolution vers le bas est plus grande.

Éthiopie: Au cours des trois dernières années, avez-vous progressé dans votre carrière ou avez-vous constaté une baisse s'agissant du type de travail, du revenu et du statut, selon le sexe (pourcentage de «oui»)



Fiche documentaire n° 5: Afrique

L'insécurité aggrave la pauvreté

L'Afrique a souffert d'une plus grande insécurité économique que toute autre région du monde durant les quinze dernières années. Globalement, non seulement la croissance économique a été plus lente que partout ailleurs, mais l'instabilité, ou la variabilité, de cette croissance a été particulièrement grave. Selon le rapport de l'OIT, la nécessité d'une croissance économique plus stable n'a pas reçu l'attention requise.

Sont repris ci-après quelque-uns des principaux résultats relatifs à l'Afrique:

- Sur les 23 pays africains pour lesquels des données pertinentes sont disponibles, 19 (soit 83%) obtenaient un score pour l'indice de la sécurité économique les plaçant au plus bas de la catégorie des «pays à la traîne», ce qui veut dire des politiques faibles, des institutions faibles et des résultats faibles.

Catégories en matière de sécurité économique en Afrique



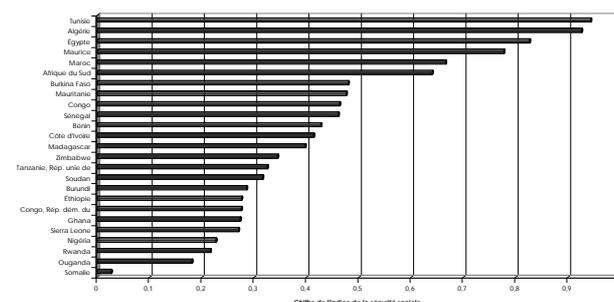
■ Pays en pointe ■ Pays pragmatiques
■ Pays ordinaires ■ Pays à la traîne

Note: Les pays figurant en «blanc» ne sont pas couverts par l'analyse.

- Les systèmes de sécurité sociale en Afrique restent peu développés et en tous cas moins développés que dans toute autre région. Selon une mesure composite de l'existence d'un dispositif législatif de sécurité sociale couvrant les risques courants, sur le continent africain, les pays d'Afrique du nord, ainsi que Maurice et l'Afrique du sud apparaissent comme les plus avancés.
- Alors que les taux de pauvreté sont sous-estimés en Afrique par rapport à d'autres régions, en raison des procédures de mesure, les problèmes sont encore aggravés par le fait

que l'insécurité du revenu est très forte. Selon les enquêtes sur la sécurité des personnes menées par l'OIT dans quatre pays africains, la plupart des Africains souffrent d'une grave insécurité du revenu même s'ils ne sont pas réellement en situation de pauvreté à un moment donné.

Indice de la sécurité sociale dans certains pays d'Afrique



Source: SES - Base de données sur la sécurité sociale, 2004.

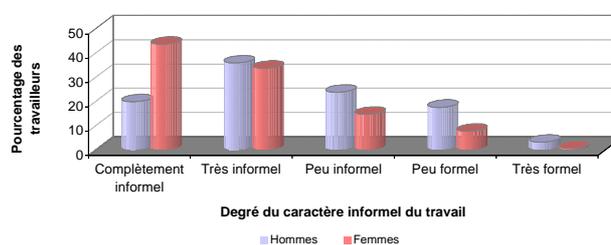
- En Afrique du Sud, environ un tiers des personnes estiment que leur revenu est insuffisant pour couvrir leurs besoins alimentaires, et un plus grand nombre encore s'agissant des vêtements, du logement et des soins de santé. En Éthiopie, 78% des hommes et 83% des femmes disent que le revenu de leur ménage est insuffisant pour leurs besoins fondamentaux. D'après 12% des ménages éthiopiens, un ou plusieurs jeunes membres du foyer ont du quitter l'école en raison de difficultés financières, environ 8% se sont trouvés dans l'obligation de vendre du bétail et 7% des bijoux pour faire face à une situation de détresse.
- Les revenus sont rarement stables ou prévisibles. En Tanzanie et au Ghana, la plupart des gens ont dit que le revenu de leur ménage fluctuait d'un mois à l'autre, surtout parmi les ménages dépendant largement ou exclusivement d'un revenu non salarial, les personnes moins éduquées et les femmes.
- Qui est le plus favorable à la sécurité de base et à la redistribution ... et qui ne l'est pas? Au

Ghana comme en Afrique du Sud, les ruraux sont plus enclins à être favorables à l'option égalitaire de revenus similaires pour tous. Au contraire, le soutien en faveur de l'option «pas de limites, mais des politiques pour aider les pauvres» est plus fort chez les personnes plus éduquées; précisément celles qui peuvent s'attendre à atteindre des niveaux de revenu plus élevés.

- En Afrique du Sud, existe-t-il un héritage de l'apartheid et des inégalités fondées sur la race persistantes dans le pays? Les noirs semblent plus susceptibles d'être favorables à l'égalité et à un plafonnement des revenus, et les blancs fortement opposés à un tel plafonnement. Un élément plus encourageant est qu'une majorité des deux principaux groupes raciaux est favorable à un revenu plancher minimum, ce qui correspond à la popularité du projet d'allocation de revenu de base dans le pays.
- L'Enquête montre un fort soutien en faveur d'une aide publique pour atténuer la pauvreté: une «assistance partielle» au Ghana et en Éthiopie et une «assistance complète» en Afrique du Sud.
- Quel que soit leur revenu, les gens souhaitent davantage d'aide à l'intention des pauvres; cela reste vrai y-compris lorsqu'il est attendu que la mise en œuvre de cette aide pourrait entraîner une détérioration de leur propre situation.
- Les transferts entre ménages sont moins répandus qu'on le croit. Ces mécanismes informels — les ménages plus riches aidant ceux qui ont des difficultés économiques — sont apparemment faibles, contrairement au rôle qui leur est communément attribué dans la société. Il se pourrait que ceux qui semblent riches dans une communauté locale comparent leur revenu et leur richesse à une communauté extérieure de référence et s'estiment de fait, loin d'être riches.
- Très peu d'Africains ont une sécurité de l'emploi bien établie. En Afrique du Sud, une large proportion des travailleurs salariés occupent leur emploi depuis peu de temps. La structure par âge de la main-d'œuvre est un facteur. Malheureusement, dans le cas de l'Afrique du Sud et d'autres pays africains, la faible durée moyenne d'occupation des postes est notamment due au VIH/SIDA. Beaucoup de travailleurs n'ont pas de vie active suffisamment longue pour avoir des emplois à long terme.
- En Éthiopie, l'Enquête auprès des ménages révèle qu'environ un tiers de la main-d'œuvre urbaine était dans des emplois très informels,

les femmes étant bien plus susceptibles de se trouver en pareille situation.

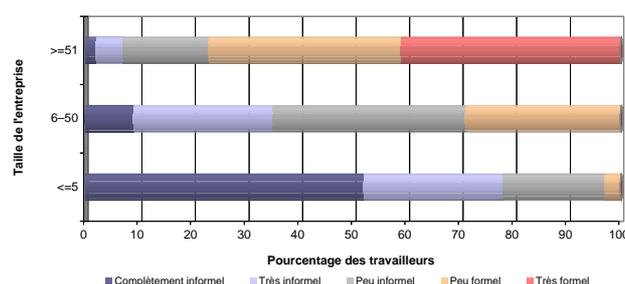
Éthiopie: Degré du caractère informel du travail, par sexe



Source: PSS-Éthiopie, 2001.

- La plupart des travailleurs en Afrique travaillent d'une manière informelle même s'ils travaillent pour le compte d'entreprises dites formelles. Le caractère informel de l'emploi ne cadre pas parfaitement avec le concept fondé sur l'entreprise si largement utilisé par les analystes. En Éthiopie, une majorité de travailleurs dans des entreprises (ou des établissements) de relativement grande envergure ont une situation professionnelle plutôt informelle.

Éthiopie: Degré du caractère informel du travail, par taille de l'entreprise



Source: ESP-Éthiopie, 2001.

- Beaucoup de travailleurs, surtout en Afrique, ne connaissent pas les syndicats, ne sont pas poussés à se syndiquer et ne connaissent pas les avantages que pourraient en découler.
- Une caractéristique en Afrique du Sud, plus ou moins reproduite dans les autres pays, est que les personnes les moins éduquées sont les moins susceptibles de se positionner par rapport aux syndicats: étant celles qui connaissent le moins les avantages qu'elles pourraient retirer de l'appartenance à un syndicat, elles sont les moins susceptibles de se syndiquer. Ironiquement, les groupes les moins éduqués et les plus désavantagés qui incluent les femmes sont ceux qui ont le plus besoin d'une représentation collective puissante pour lutter contre les nombreuses formes d'insécurité auxquelles ils sont confrontés.

Fiche documentaire n°. 6: L'Asie du Sud et du Sud-Est

Economic security exceeds income share

La région englobant l'Asie du Sud et du Sud-Est a une part de la sécurité économique plus importante que sa part du revenu mondial. Telle est une conclusion notable d'un nouveau rapport de l'OIT sur la sécurité économique dans le monde. Ce rapport s'appuie sur une base de données économiques et sociales générales sur plus de 100 pays, ainsi que sur des enquêtes spéciales auprès des entreprises et des ménages qui examinent les formes d'insécurité que connaissent les travailleurs et leurs familles.

Parmi les constatations figurant dans le rapport qui se rapportent spécifiquement aux pays d'Asie, on peut citer les suivantes:

- Le type de sécurité économique nationale en Asie et les tendances en la matière sont affectés par les expériences différentes des deux méga-pays, la Chine et l'Inde, qui ont tous deux connu une croissance économique plus élevée et une baisse de l'instabilité économique durant la période de mondialisation. D'autres pays ont eu des taux de croissance plus faibles, mais à la différence du reste du monde, ils n'ont pas connu beaucoup plus d'instabilité économique, même si l'on tient compte de la crise asiatique de 1997-998.
- L'étendue de l'insécurité du marché du travail — l'absence de possibilités d'emploi — est sous-estimée en Asie, principalement parce qu'une grande part du ralentissement de l'emploi qui existe en Chine, consistant en un grand nombre de travailleurs mis au chômage technique à long terme, n'est pas mesurée. Ces travailleurs entrent progressivement dans le groupe des chômeurs officiellement comptabilisés.
- Il existe de gros excédents de main-d'œuvre dans les entreprises chinoises. La situation est particulièrement pressante dans les entreprises d'État et les entreprises collectives. Dans le cadre des enquêtes auprès des entreprises plus des deux tiers de ces établissements ont indiqué qu'ils n'avaient pas assez de travail pour leur main-d'œuvre.
- Dans tout le monde entier les femmes connaissent une plus grande insécurité du revenu que les hommes et leur position relative en Asie est encore plus désavantagée. Cela est principalement dû au fait qu'elles perdent souvent une bonne part de leurs gains, pris par des parents, des intermédiaires et autres. Elles sont aussi plus susceptibles de connaître des paiements irréguliers et des revenus fluctuants.
- Dans les pays d'Asie, les femmes sont concentrées dans les activités économiques informelles — en soi un indicateur des diverses formes d'insécurité auxquelles elles sont exposées. Il apparaît aussi que lorsque les hommes accèdent à des emplois plus formels (protégés), ils sont mieux rémunérés que les femmes qui ont eu une expérience semblable, ce qui signifie que la formalisation des emplois pourrait accentuer les inégalités entre hommes et femmes.
- En matière de sécurité économique, mesurée par l'indice de la sécurité économique (voir le communiqué de presse général), une forte proportion de pays asiatiques sont dans la catégorie des pays «à la traîne», c'est-à-dire qui ont des politiques relativement sous-élaborées pour promouvoir la sécurité économique, des institutions faibles pour donner effet à ces politiques et des résultats relativement médiocres. C'est le cas alors même que la région a une part relative plus importante de sécurité économique que de revenu, comme on l'a fait observer précédemment.

Catégories en matière de sécurité économique dans les pays d'Asie



Note: Les pays figurant en «blanc» ne sont pas visés par l'analyse.
Source: Base de données IFP-SES, 2004.

- Dans les pays d'Asie, les travailleurs manquent généralement de sécurité de la représentation,

c'est-à-dire qu'ils n'ont pas accès à la représentation et à la négociation collective pour les protéger sur le lieu de travail et sur le marché du travail. À cet égard, ils sont moins bien lotis que leurs homologues dans beaucoup d'autres parties du monde. Aucun pays d'Asie n'a de sécurité de la représentation élevée, telle qu'elle est mesurée par un indice national de la représentation: 9 pays sur les 16 analysés relèvent du groupe de pays «à la traîne».

- Les femmes sont moins susceptibles d'occuper des postes d'encadrement dans les syndicats dans les pays d'Asie que dans la plupart des autres régions du monde, selon les éléments de preuve tirés d'un examen de 61 pays. Ainsi, les femmes n'ont que 10% des postes de haute direction des syndicats en Asie, contre 26% dans les pays de l'OCDE.
- Les travailleurs dans les pays d'Asie sont plus enclins à être passifs ou fatalistes lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés du travail que dans beaucoup d'autres parties du monde. Par exemple, en Chine plus d'un tiers des travailleurs (35%) ont dit qu'ils ne feraient rien s'ils ne recevaient pas leur salaire, tandis que 14% seulement ont dit qu'ils demanderaient à un syndicat d'entreprendre une action. En Indonésie, 21% seulement des travailleurs pensaient qu'ils seraient prêts à se mettre en grève pour défendre leurs intérêts.
- Les syndicats aux Philippines, selon une enquête portant sur 1300 entreprises industrielles, ont été efficaces pour améliorer la sécurité du revenu des travailleurs. Le niveau des salaires moyens dans les entreprises où les travailleurs sont syndiqués étant trois fois plus élevé que dans les entreprises sans présence syndicale.
- Au Bangladesh et en Indonésie, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'exprimer une attitude positive à l'égard des syndicats, et cela semble vrai dans l'État indien du Gujarat également.
- Dans les pays d'Asie, comme le montrent les données tirées des enquêtes sur la Chine et l'Indonésie, les femmes ayant un niveau d'éducation élevé et ayant des emplois à revenu élevé sont beaucoup moins susceptibles que les autres femmes de perdre leur emploi en cas de grossesse. Il s'agit d'une forme d'insécurité qui n'est pas prise en compte dans les mesures ordinaires de l'inégalité. Globalement, en Chine, 18% de toutes les femmes pensaient qu'une femme perdrait son emploi en tombant enceinte.
- En Chine et aux Philippines, les dirigeants de petites entreprises sont plus susceptibles que leurs homologues des grandes entreprises d'admettre d'établir une discrimination contre

les femmes du fait qu'elles prendront éventuellement un congé maternité.

- Les petites structures ne sont pas non plus forcément les plus attrayantes lorsqu'il s'agit de la promotion de la formation des compétences. En Indonésie, dans une enquête visant 2000 entreprises, on a constaté que les petites entreprises étaient moins susceptibles d'offrir une formation quelconque aux travailleurs. Les entreprises étrangères, dans ce pays et aux Philippines, étaient les plus susceptibles d'offrir une formation.
- Un phénomène très nettement observable dans les pays d'Asie couverts par l'analyse de l'OIT est la non-utilisation des compétences disponibles. Étant donné que l'opinion selon laquelle il faut investir davantage dans les compétences et la formation est largement répandue, il est remarquable qu'un grand nombre de travailleurs indiquent qu'ils n'utilisent pas leurs compétences et qualifications dans leur travail. C'est une situation plus courante chez les femmes que chez les hommes.

Indonésie: Personnes recevant un revenu qui estiment utiliser leurs qualifications ou leurs compétences dans leur travail principal, par zone, taille de l'établissement et statut professionnel, par sexe (pourcentage de personnes ayant répondu «oui»)

	Utilisant leurs qualifications		Utilisant leurs compétences	
	Homme	Femme	Homme	Femme
Type de zone				
Urbaine	62.1	41.7	79.6	76.6
Rurale	49.2	42.3	68.8	63.6
Taille de l'établissement				
1-5	48.0	37.9	68.9	66.5
6-10	69.7	73.3	79.5	75.0
11-20	79.3	54.5	75.4	81.3
21-50	79.1	55.6	83.7	73.9
51+	76.5	75.0	84.6	87.5
Statut professionnel				
Travailleur indépendant	46.9	34.8	69.0	62.5
Salarie				
Entreprise privée (<5 employés)	43.5	34.1	61.1	66.2
Entreprise privée (5 employés ou +)	70.8	58.7	86.7	65.0
Entreprise publique	80.6	81.0	81.7	96.0
Cooperative	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)

Note: Les chiffres entre parenthèses sont fondés sur moins de 10 observations.
Source: ESP-Indonésie, 2001.

- Dans les pays d'Asie du Sud, il y a relativement peu de travailleurs n'ayant aucune forme de contrat de travail. La Chine est une exception notable, puisque plus des deux tiers des travailleurs, hommes et femmes, ont des contrats de travail de longue durée. En revanche, au Bangladesh, un petit peu plus d'un tiers seulement des hommes salariés ont de tels contrats et au Gujarat, un peu plus de 1% seulement des hommes et des femmes en ont un.



Fiche documentaire n° 7: Europe de l'Est et CEI

Salaires non versés, avantages perdus et chômage caché

L'Europe de l'Est est la région du monde où l'insécurité économique a le plus augmenté au cours de la dernière décennie. Elle a pris diverses formes. Les travailleurs et leurs familles souffrent principalement d'une grave insécurité du revenu, en raison du non-paiement des salaires, de la perte des avantages accordés par les entreprises et de l'absence de prestations publiques acceptables.

S'agissant de la performance relative par rapport à d'autres pays du monde, la plupart de ceux de cette région ont d'assez mauvais résultats au regard de l'indice de la sécurité économique. Concernant cette sécurité, alors que leurs lois et leurs engagements formels sont satisfaisants, au niveau des résultats il reste beaucoup à faire.

Catégories en matière de sécurité économique dans les pays d'Europe de l'Est



■ Pays en pointe ■ Pays pragmatiques
■ Pays ordinaires ■ Pays à la traîne

Note: Les pays figurant en « blanc » ne sont pas visés par l'analyse.

Source: Base de données IFP-SES, 2004.

Parmi les constatations du rapport de l'OIT, on peut citer les suivantes:

- Des enquêtes spéciales auprès des entreprises sont utilisées pour démontrer l'insécurité du marché du travail régnant dans des pays comme l'Azerbaïdjan, la Moldavie, la Fédération de Russie et l'Ukraine. L'absence de réelles possibilités d'emploi est bien pire que ne le laissent penser les statistiques officielles telles le taux de chômage. Cela est dû au fait que les congés administratifs, ou les mises au chômage technique, sans solde, sont très répandus, d'autant que l'on exige des travailleurs qu'ils se présentent à leur travail même sans percevoir de salaire. La plupart des dirigeants d'entreprise dans ces pays indiquent qu'ils pourraient produire la même quantité de produits avec moins de travailleurs.
- L'insécurité du marché du travail pour les femmes est particulièrement critique car un grand nombre d'entre elles ont été mises en

congé maternité de longue durée, alors même que le taux de fertilité est extrêmement bas.

- L'insécurité du revenu est intensifiée par l'érosion des avantages accordés par les entreprises, qui constituaient la principale forme de sécurité pour les travailleurs et leurs familles en Europe de l'Est. Même en Hongrie, où l'OIT a mené une enquête spéciale, 20% des travailleurs ont dit qu'ils ne pouvaient pas obtenir de prestations médicales alors qu'ils étaient censés y avoir droit. Dans la Fédération de Russie, une entreprise sur cinq a beaucoup plus de travailleurs avec des contrats de travail temporaires ce qui signifie que ces travailleurs n'ont pas droit aux congés de maladie payés.
- L'*insatisfaction* est très répandue quant au niveau des salaires dans toute l'Europe de l'Est. Dans certaines villes de Russie, plus de la moitié de tous les travailleurs sont insatisfaits, et en Azerbaïdjan, 80% étaient insatisfaits.
- Bien que des indemnités de chômage aient été mises en place dans la plupart des pays de la région, la plus grande partie des chômeurs ne touchent pas d'indemnités, et pour ceux qui en reçoivent, le montant est à peine suffisant pour couvrir leurs besoins essentiels (chapitre 3).
- Dans toute l'Europe de l'Est, la peur de l'insécurité du revenu durant la vieillesse est grande. En Ukraine, par exemple, quatre adultes sur cinq s'attendent à ce que leur revenu soit inadéquat quand ils seront vieux. En Azerbaïdjan, la proportion est de trois sur cinq. Les taux de pauvreté parmi les personnes âgées ont fortement augmenté.
- La sécurité de l'emploi a diminué dans toute la région. Beaucoup plus de travailleurs sont placés en situation de travail intermittent ou temporaire.



Les enquêtes de l'OIT montrent que beaucoup de travailleurs pensent qu'ils ne sont pas

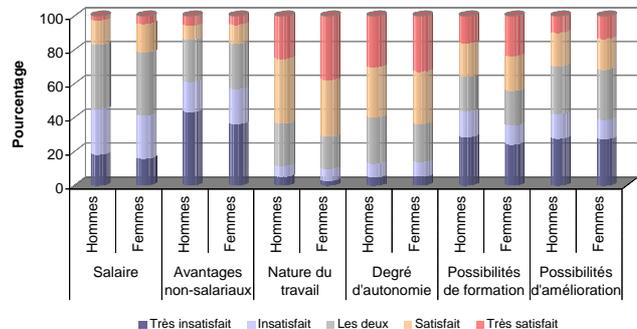


protégés contre les licenciements abusifs ou contre les compressions de personnels assorties d'un très court préavis, surtout dans les petites entreprises.

- L'insécurité au travail (accidents, manque de sécurité au travail, etc.) s'est considérablement aggravée dans la région, en partie à cause de la fermeture des sections et comités des usines chargés de la sécurité (voir la fiche documentaire 9 et le chapitre 7). Dans la Fédération de Russie, près d'un tiers des travailleurs interrogés pensent que leur environnement de travail est dangereux. En Ukraine, plus d'un sur quatre pensaient de même, et plus du tiers des travailleurs de l'industrie estimaient être exposés à des substances ou à des machines dangereuses. Ils ont été encore plus nombreux à se dire régulièrement exposés à un bruit excessif.
- La sécurité des compétences concerne la possession et l'utilisation de compétences, et l'accès aux possibilités de formation et de recyclage. S'il est vrai que la scolarisation est toujours bien développée dans la région, les systèmes de formation sont disparates. Pire, de larges proportions de travailleurs n'ont pas la chance d'utiliser les compétences qu'ils possèdent effectivement — 31% des travailleurs hongrois, par exemple (voir le chapitre 8). Selon les enquêtes auprès des entreprises, bon nombre d'entre elles ont abandonné ou réduit la formation offerte à leurs travailleurs. Néanmoins,

les pays d'Europe de l'Est ont généralement de meilleurs résultats au regard de l'indice de la sécurité des compétences établi par l'OIT que dans les pays des autres parties du monde.

Hongrie: Satisfaction quant au salaire et aux avantages non salariaux, à la nature du travail, au degré d'autonomie, aux possibilités de formation et d'amélioration, par sexe



Source: ESP-Hongrie, 2000.

- La plupart des gens en Europe de l'Est continuent de croire en la solidarité sociale et sont favorables à des politiques sociales équitables — estimant que tous devraient recevoir un revenu minimum garanti, qu'il devrait y avoir des restrictions à l'inégalité et qu'il ne devrait pas exister de discrimination contre les femmes ou les minorités ethniques. Ces conclusions ressortent des enquêtes sur la sécurité des personnes, dont les résultats sont résumés dans le rapport (chapitre 12).



Fiche documentaire n°. 8: Amérique latine et les Caraïbes

Une croissance faible et très instable accentue les formes d'insécurité

Une grande majorité de gens sont favorables à la redistribution du revenu et à une sécurité de base

L'économie mondiale est devenue plus exposée aux crises économiques, comportant des fléchissements soudains et très marqués qui se répandent d'un pays ou d'une région du monde aux autres. Entre toutes les régions, l'Amérique latine est celle qui a connu la plus grande fréquence de crises de ce type, et leur gravité semble augmenter. En 1980–1998, en Amérique latine et aux Caraïbes uniquement, il y a eu plus de 40 crises dans lesquelles le PIB par tête a chuté de plus de 4%.

Ces dernières années, l'Amérique latine a connu une baisse plus forte des taux de croissance et une plus grande augmentation de la volatilité de la croissance que dans toute autre région du monde, ce qui a provoqué un vif accroissement de l'insécurité économique.

Parmi les constatations figurant dans le rapport qui se rapportent spécifiquement aux pays d'Amérique latine, on peut citer les suivantes:

- La région du monde où la distribution du revenu est la plus inégale est l'Amérique latine, où l'inégalité augmente.
- Les réformes en matière de sécurité sociale en Amérique latine ont commencé au Chili sous le régime Pinochet avec la privatisation des pensions de retraite. Il a été imité dans la moitié des pays de la région, avec l'introduction progressive de régimes d'assurance obligatoire privés, le passage de régimes de prestations définies auxquels contribuaient les employeurs et les travailleurs à des régimes de contributions définies auxquels seuls les travailleurs contribuent. Les travailleurs ont de ce fait subi une baisse de leur revenu car ils supportent maintenant tous les coûts. Au Pérou, par exemple, les salaires n'ont pas été relevés après le passage du système de contribution de l'employeur au système de contribution de l'employé. Ce modèle s'est répandu dans d'autres régions du monde.
- Les régimes d'allocations de chômage fonctionnent mal. En Argentine, les indemnités de chômage ont atteint tout juste 6% des chômeurs en 1999, encore moins que dans les années précédentes.

- Au niveau de la sécurité du revenu, les pays d'Amérique latine sont principalement dans la catégorie des «pays ordinaires», offrant essentiellement une sécurité du revenu «moyenne». Ils ont des politiques et institutions formelles qui devraient promouvoir cette sécurité, mais leur situation économique empêche que des résultats satisfaisants soient obtenus.
- Au regard de l'indice de la sécurité économique globale, près de 42% font partie de la catégorie des «pays à la traîne», un tiers sont dans celle des «pays ordinaires» et un quart dans celle des «pays pragmatiques». Aucun de ces pays n'a eu des résultats suffisamment bons pour être classé parmi les «pays en pointe».

Catégorie en matière de sécurité économique dans les pays d'Amérique latine



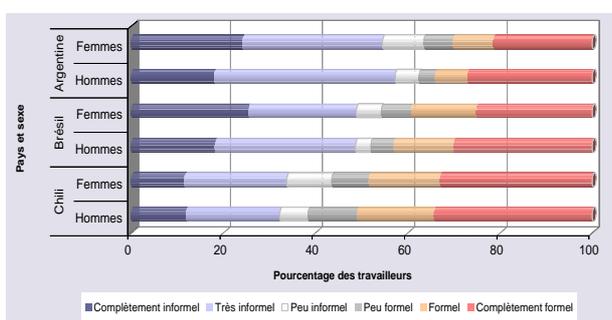
- Pays en pointe
- Pays ordinaires
- Pays pragmatiques
- Pays à la traîne

Note: Les pays figurant en «blanc» ne sont pas visés par l'analyse.

Source: Base de données IFP-SES, 2004.

- Si l'on présente la main-d'œuvre sous forme d'une échelle progressive mesurant le caractère informel, dans les trois pays d'Amérique latine couverts par les enquêtes auprès des ménages moins d'un tiers des travailleurs urbains sont dans l'emploi formel, les femmes étant moins susceptibles d'être dans cette situation que les hommes, à l'exception du Chili.

Certains pays d'Amérique latine: Répartition des travailleurs selon le degré du caractère informel du travail



Source: ESP-Argentine, Brésil, Chili, 2001.

- Au Chili, l'enquête montre que 38% des travailleurs dans les entreprises dites informelles ont des relations de travail très formelles, tandis que 62% des travailleurs qui sont dans les entreprises (dites) informelles ont une emploi informel. Environ 42% des travailleurs dans les entreprises dites formelles (ayant plus de 10 employés) n'ont pas un emploi formel.
- Les gains des travailleurs dans des emplois plus informels peuvent être équivalents à ceux qui sont dans des emplois formels. Quant à la sécurité du revenu, il ne faut pas assimiler caractère informel et pauvreté, même si un plus grand nombre de personnes dans des emplois relativement informels ont des revenus faibles. Par exemple, au Brésil et au Chili, le caractère informel du travail ne cadre pas avec le niveau de revenu.
- Cependant, le caractère formel du travail offre une plus grande protection aux hommes qu'aux femmes, et le fait d'être dans une situation professionnelle informelle signifie une plus grande probabilité de variabilité et baisse du revenu.
- Au Brésil, ceux qui bénéficient le plus de la formation sont les hommes blancs plus éduqués, ce qui donne à penser que le Plan d'État relatif aux qualifications professionnelles

introduit en 1996 par le gouvernement pour améliorer les compétences des groupes vulnérables a eu un succès limité.

- Paradoxalement, dans divers pays, les gens ayant un niveau d'éducation faible étaient les plus susceptibles d'indiquer qu'ils n'avaient pas reçu de formation parce qu'ils ne le voulaient pas ou n'en avaient pas besoin. Cela peut être une justification de leur situation, mais les gens moins éduqués semblent être ceux qui ont le moins conscience de l'utilité ou de la nécessité de la formation. Au Brésil et au Chili, où plus des deux tiers des travailleurs n'avaient pas eu de formation ces dernières années, environ la moitié de ces derniers ont dit qu'ils n'avaient pas voulu en obtenir. En Argentine, la part de ceux qui ne voulaient pas de formation était supérieure à 50%.
- Si l'on examine la sécurité de la reproduction des compétences, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont représentés presque à égalité dans les catégories des «pays pragmatiques», «pays ordinaires» et «pays à la traîne», ce qui dénote l'absence d'un modèle régional commun. Cuba est le seul pays de la région à être dans la catégorie des «pays en pointe». C'est aussi le pays non-industrialisé qui a les résultats les meilleurs et les plus satisfaisants en matière de la sécurité des compétences.
- Les travailleurs au Chili disent avoir conscience de l'existence d'une discrimination contre les femmes dans une plus grande mesure que les travailleurs en Argentine. En revanche, les travailleurs au Brésil sont plus conscients de la discrimination raciale, ce qui signifie qu'il faudrait accorder une plus grande priorité à la lutte contre cette forme de discrimination.
- En Amérique latine, un employé seulement sur quatre avait eu une promotion ces deux dernières années, les femmes et les personnes peu éduquées étant moins susceptibles d'en avoir bénéficié, surtout au Chili. La plupart des travailleurs étaient pessimistes, la grande majorité en Argentine, au Brésil et au Chili et s'attendaient pas à une amélioration dans les deux prochaines années. Là encore, les femmes sont plus pessimistes que les hommes. Par contre, les individus plus éduqués étaient plus optimistes que les autres.
- Les attitudes vis-à-vis de la justice sociale sont encourageantes. Il a été demandé, dans le cadre des enquêtes, si l'état ou la constitution devait fixer une limite inférieure pour le revenu des personnes, suffisante pour que leurs



besoins essentiels soient couverts. La part des opinions favorables en Amérique latine est plus faible qu'ailleurs, ce qui doit refléter aussi bien le fait de l'option pour le «meilleur choix unique» que du grand nombre de personnes favorables à l'option égalitaire, surtout au Brésil (*tout le monde devrait avoir le même revenu*). Néanmoins, les données font ressortir le large soutien en faveur de la sécurité du revenu de base et de la réduction des écarts de revenu.

- Dans les trois pays d'Amérique latine, la question «Le gouvernement devrait-il offrir aux pauvres un revenu minimum?» a suscité un soutien impressionnant (79% en Argentine, 86% au Brésil, 85% au Chili). Mais une majorité a également dit que les pauvres devraient remplir certaines conditions, comme d'accepter d'envoyer leurs enfants à l'école.

Question de savoir si le revenu minimum devrait s'accompagner de conditions nécessaires, et types de conditions (pourcentage des personnes ayant répondu «Oui»)

Autres sources de soutien financier	Argentine	Brésil	Chili
Revenu minimum, % de ceux qui estiment qu'une condition devrait s'appliquer	59.1	67.6	57.4
Conditions, le cas échéant			
Les adultes devraient travailler	32.3	16.2	45.0
Les parents devraient envoyer leurs enfants à l'école	20.6	39.4	49.8
La mère devrait rester à la maison pour s'occuper des enfants	5.9	10.2	25.3
Travaux communautaires	14.6	10.1	26.6
Prendre un emploi proposé par le gouvernement	23.3	20.3	49.0
Autres	3.3	3.7	3.7

Note: En Argentine et au Brésil, on ne pouvait choisir qu'une seule condition, tandis qu'au Chili, il était possible d'en choisir plusieurs.

Source: ESP-Amérique latine, 2001.



Fiche documentaire n° 9: Insécurité économique dans les pays riches

L'Europe occidentale est toujours en tête, mais perd du terrain

Les pays riches offrent généralement plus de sécurité économique que les autres, mais beaucoup offrent moins que ce que pourrait permettre leur revenu. Et il y a eu incontestablement du terrain perdu, car de nombreuses formes d'insécurité se répandent en raison des changements de politique et des effets de la mondialisation. Comme le conclut le rapport de l'OIT, «la richesse, semble-t-il, n'engendre pas la sécurité».

Selon le rapport de l'OIT, le signe principal de l'accroissement de l'insécurité économique dans les pays industrialisés à l'époque de la mondialisation est que non seulement les taux de croissance économique ont baissé en moyenne, mais les fluctuations de ces taux ont augmenté (chapitre 2).

D'autres signes inquiétants sont principalement dus au caractère changeant des régimes de sécurité sociale, aux marchés du travail plus flexibles et informels et à une forte augmentation du degré de stress lié au travail (chapitre 7).

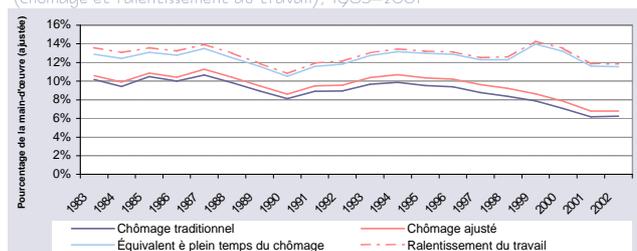
Parmi les constatations plus pertinentes de l'analyse de l'OIT, on peut citer les suivantes:

- Les pays d'Europe occidentale obtiennent généralement les meilleurs résultats au regard de l'indice de la sécurité économique, et ils sont plus nombreux à entrer dans la catégorie des pays «exemplaires» ou «en pointe» que ceux de toute autre région (chapitre 11).
- S'il y a eu un démantèlement des réglementations protectrices, au nom de la flexibilité, les réglementations privées se sont aussi répandues, dans la mesure où beaucoup de politiques sont ajustées pour répondre aux attentes des institutions qui fixent les «quotas» de crédit (chapitre 2).
- L'inégalité du revenu a augmenté dans les pays riches, tant au niveau individuel qu'à celui de la répartition entre le capital et le travail. L'impôt sur le capital a chuté, tandis qu'il a augmenté sur le travail, et il y a eu une hausse des subventions en faveur du capital
- La sécurité du revenu des personnes âgées a baissé dans beaucoup de pays d'Europe et d'autres pays industrialisés, même si les pays d'Europe occidentale obtiennent les meilleurs résultats en moyenne au regard de l'indice de la sécurité du revenu des personnes âgées établi par l'OIT (chapitre 4). Les taux de pauvreté des personnes âgées ont augmenté (voir la fiche documentaire n° 2), tandis que les réformes des régimes de pension ont généralement accentué l'inégalité de revenu parmi les personnes âgées. La sécurité du revenu des femmes âgées s'est

peut-être améliorée par rapport à celle des hommes.

- Les systèmes d'indemnités de chômage dans les pays riches régressent (chapitre 3). Dans la plupart des pays industrialisés, seule une minorité des chômeurs perçoivent effectivement des indemnités de chômage. Et dans beaucoup de pays, pour ceux qui en perçoivent, les périodes sont plus courtes et ils perçoivent moins.
- La désindustrialisation s'est accélérée dans les pays industrialisés, les emplois de fabrication à plein temps diminuent, tandis que se répandent les emplois à temps partiel offrant moins de sécurité.
- Le changement explicite le plus important en Europe occidentale a été le déclin de la sécurité du marché du travail, démontré non pas tant par les niveaux de chômage apparent, mais par un nouvel indice de ce que le rapport de l'OIT appelle un *taux de ralentissement du travail*, qui prend en compte l'emploi à temps partiel involontaire et le chômage déguisé. Le taux de ralentissement du travail est considérablement plus élevé que les taux de chômage officiels.

Union européenne* : Indicateurs de l'insécurité du marché du travail (chômage et ralentissement du travail), 1983-2001





Note: UE à 12: Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni.

Source: Données de l'enquête EUROSTAT sur la main-d'œuvre.

- Le rapport de l'OIT donne à penser que les mesures de la sécurité du marché du travail devraient tenir compte du grand nombre de chômeurs ou de chômeurs potentiels qui sont incarcérés. Cela peut affecter en particulier les résultats aux États-Unis, où il y a en permanence plus de 2 millions de personnes en prison (chapitre 5).
- L'OIT estime un indice de la sécurité du marché du travail, et constate que les pays classés au regard de cet indice ne sont pas les mêmes que ceux classés suivant le taux de chômage (chapitre 5). Les pays qui obtiennent de bien meilleurs résultats au regard de l'indice de la sécurité du marché du travail sont la Suède, le Royaume-Uni, le Canada et la Finlande.
- La sécurité de l'emploi a baissé dans les pays industrialisés au cours des deux décennies passées (chapitre 6). Un plus grand nombre de travailleurs ont des contrats à court terme, un plus grand nombre sont dans des petites entreprises qui ont une probabilité plus élevée de faire faillite ou de fermer, et il y a eu une augmentation de l'externalisation des activités.
- Néanmoins, presque tous les pays qui sont en pointe au niveau de la sécurité de l'emploi sont en Europe occidentale.
- L'insécurité au travail (accidents et mauvaise santé liés au travail) demeure sérieuse dans les pays riches mais a pris de nouvelles formes ces dernières années (chapitre 7). Le rapport montre que le stress et les blessures liés à une intensité de travail excessive sont devenus plus importants. Cependant, une fois encore, tous les pays en pointe au niveau de la sécurité au travail sont en Europe occidentale.
- S'agissant de la sécurité des compétences (la possession de compétences et la possibilité de les utiliser), le fait le plus frappant est qu'il n'y a pas de statistiques nationales, même dans les pays nantis, de l'étendue des compétences parmi la population. Le rapport de l'OIT loue certaines tentatives récentes visant à corriger cette situation, mais souligne qu'il reste beaucoup à faire.
- Enfin, le rapport note (chapitre 12) qu'il existe un fort soutien en faveur du principe d'un revenu minimum garanti, ce que montrent des travaux de recherche au Canada, en Pologne et aux États-Unis. Le rapport se félicite de l'existence du Fonds permanent pour l'Alaska en tant que moyen d'améliorer la sécurité du revenu. Il critique par ailleurs l'utilisation largement répandue de subventions, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, qui n'améliorent en rien la sécurité des travailleurs.



Fiche documentaire no. 10: L'insécurité du marché du Travail

sous-évaluée par les statistiques conventionnelles

La sécurité du marché du travail est habituellement évaluée au regard du niveau du chômage apparent. Dans un nouveau rapport, l'OIT montre qu'il s'agit d'une mesure de plus en plus médiocre, et que les diverses formes de chômage caché sont omniprésentes, surtout en Chine et dans d'autres pays «en transition», où les congés administratifs sans solde très répandus et les longs «congés de maternité» fictifs cachent la vraie mesure de la sous-utilisation de la main-d'œuvre.

Parmi les constatations, on peut citer les suivantes:

- La véritable mesure de l'excédent de main-d'œuvre de la Chine est presque certainement deux fois plus importante que ce que laisse supposer le taux de chômage, et peut concerner un travailleur sur dix.
- La Fédération de Russie, l'Ukraine et d'autres pays d'Europe de l'Est continuent de fonctionner avec des nombres considérables de travailleurs en «congé» sans solde ou partiellement payé, les perspectives de retour dans l'emploi rémunéré étant très faibles. Il y a en permanence un travailleur sur quatre dans l'industrie ukrainienne en congé sans solde ou en réalité en chômage déguisé.
- La désindustrialisation mondiale a régulièrement progressé, ce qui signifie que les emplois manufacturiers disparaissent, même dans beaucoup de pays en développement. Les pays industrialisés ont supprimé 9% de l'emploi manufacturier sur une décennie. Mais parmi les pays en développement, la Chine et le Mexique ont perdu des emplois manufacturiers en termes nets.
- Une personne qui perd son emploi en période de récession est moins susceptible qu'auparavant de retrouver cet emploi ou un emploi similaire, et, plus que dans le passé, est susceptible de souffrir d'une baisse permanente des possibilités d'emploi, de revenu et de statut.
- Présentant une nouvelle mesure du ralentissement du travail, qui prend en compte le travail à temps partiel involontaire, les licenciements et le travail à court terme, le rapport montre que l'insécurité du marché du travail de l'Europe occidentale est pire que ce que laissent supposer les taux officiels du chômage.
- Le taux de chômage des États-Unis est une sous-estimation de l'insécurité du marché du

travail tant en termes absolus que comparatifs car un nombre beaucoup plus grand de personnes susceptibles d'être au chômage sont incarcérées, et donc exclues de la main-d'œuvre. Le taux d'incarcération est beaucoup plus élevé aux États-Unis que dans tout autre pays industrialisé.

- Dans beaucoup de pays en développement, il existe des obstacles à l'entrée qui menacent la sécurité du marché du travail des femmes. La majorité des femmes estiment qu'il ne serait pas facile de trouver un type de travail «socialement acceptable» si elles devaient arrêter leur activité présente.

Possibilités pour les femmes de trouver un travail socialement acceptable si elles perdent leur travail principal actuel
(pourcentage de la répartition des réponses des femmes)

Pays	Facile	Mitigé	Difficile
Bangladesh	21.6	22.6	56.0
Afrique du Sud	20.5	22.9	56.6
République-Unie de Tanzanie	19.6	29.0	51.4

Source: ESP-Bangladesh, 2001; ESP-Afrique du Sud, 2001; ESP-République-Unie de Tanzanie, 2001.

- Dans beaucoup de pays en développement, la croissance de la main-d'œuvre continue d'être supérieure à la croissance de l'emploi, ce qui fait de l'absorption du travail une tâche délicate dans le proche avenir.
- Au regard d'un nouvel indice composite de la sécurité du marché du travail, les pays d'Europe occidentale obtiennent les meilleurs résultats. Mais 35 sur les 94 pays pour lesquels des données étaient disponibles font partie de la catégorie des «pays à la traîne», c'est-à-dire ayant des politiques et des institutions sous-développées et des résultats médiocres au niveau de la sécurité du marché du travail.
- Lorsqu'on compare les pays sur la base des taux de chômage relatifs et des résultats relatifs en matière de sécurité du marché du travail, il est clair que la Norvège, la Suède, l'Irlande, le Canada et le Royaume-Uni font tous mieux au



niveau de la sécurité du marché du travail que
ne le laissent penser leurs seuls taux de
chômage.



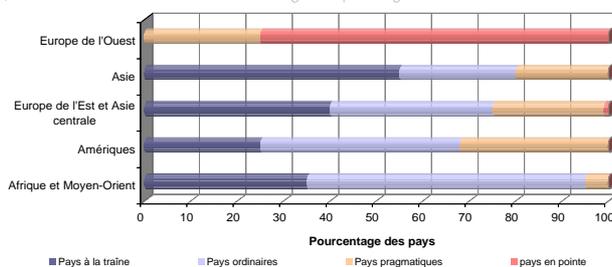
Fiche documentaire n°. 11: Insécurité au travail

Mauvaise santé liée au travail — une maladie mondiale

L'insécurité au travail — l'absence de protection de la santé et du bien-être des travailleurs contre les accidents, les maladies et le stress liés au travail, l'absence de congés de compensation et de congés de maladie rémunérés, l'absence de protection de la maternité, les heures de travail excessives, etc. — demeurent l'un des pires aspects de l'insécurité économique dans le monde. Selon les estimations, deux millions de travailleurs meurent chaque année à cause d'accidents et de maladies liés au travail.

- Dans la plupart des pays, les informations disponibles sur les tendances en matière de sécurité au travail sont incroyablement limitées et souvent non fiables, ce qui entraîne une sous-estimation systématique du niveau et de l'inégalité en matière d'insécurité au travail.
- Pour pallier les limites des systèmes de surveillance de la santé au travail, il faut des techniques innovantes de recueil de données, surtout dans les pays où la surveillance officielle exclut un grand nombre de gens ou des secteurs économiques importants, ou lorsqu'il n'existe aucune surveillance.
- Un indice national de la sécurité au travail a été estimé pour 95 pays, mesurant comment chaque pays protège la santé et le bien-être des travailleurs. Plus des deux tiers des pays ont des niveaux de protection des travailleurs insatisfaisants. Les cas les plus graves incluent les pays les plus défavorisés d'Afrique, d'Asie et d'Europe de l'Est. Les résultats montrent que les lois et les mécanismes à eux seuls sont insuffisants pour protéger la santé des travailleurs. Les pays d'Europe de l'Ouest sont ceux qui obtiennent les meilleurs résultats, et dans aucune autre région on ne trouve de pays relevant de la catégorie des pays «en pointe» ou «exemplaires».

Indice de la sécurité au travail: catégories par région



Source: Base de données IFP-SES, 2004

- Faisant fond sur des enquêtes de l'OIT auprès de milliers d'établissements, le rapport élabore aussi un indice de la sécurité au travail sur le lieu de travail, et constate que la sécurité au

travail est généralement meilleure dans les entreprises qui versent des salaires supérieurs à la moyenne, dont les employés sont syndiqués, qui sont à capitaux publics et qui ont un grand nombre d'employés.

- Des enquêtes de l'OIT auprès des ménages montrent que dans les pays en développement, la plupart des travailleurs vivent en situation d'extrême insécurité au travail. En Tanzanie, 80% des travailleurs occasionnels du secteur agricole s'estiment en situation d'insécurité s'agissant de leur santé et des conditions de sécurité de leur lieu de travail; plus de 25% des travailleurs du secteur industriel de l'Ukraine ont dit que leurs conditions de travail n'offraient pas de sécurité, tandis que près de la moitié de tous les salariés au Bangladesh ont dit la même chose. Les résultats en provenance d'Amérique latine sont similaires.
- Le rapport de l'OIT qualifie le stress lié au travail de maladie du 21^e siècle, partiellement en raison de l'intensification du travail, des pressions dues à la concurrence, de la compression des horaires, des innovations technologiques modernes et du fait que les travailleurs n'ont pas de contrôle sur leur emploi.
- Il existe un grand nombre d'éléments prouvant que l'accroissement de la flexibilité des relations professionnelles, notamment les réductions d'effectifs, l'externalisation de certains types de travail, etc., s'accompagne d'une dégradation de la sécurité au travail, ce qui entraîne une augmentation des taux de blessures, de l'exposition aux risques, des maladies et du stress liés au travail.
- La libéralisation économique va de pair avec un délaissement de la réglementation, ce qui accentue la détérioration des conditions de travail, l'augmentation du stress et la dégradation de la santé des travailleurs.
- La dépression est une conséquence du stress, et maintenant l'une des principales causes de



décès et d'infirmités prématurés dans le monde, y compris les suicides et les décès dus au surmenage (karoshi) au Japon et dans beaucoup d'autres pays.

- Les enquêtes de l'OIT auprès des entreprises et des ménages font ressortir les éléments suivants:
 - une forte proportion d'entreprises industrielles dans les pays «en transition» ont supprimé leurs départements ou comités chargés de la sécurité, laissant les travailleurs plus vulnérables aux accidents et aux maladies professionnelles;
 - plus de la moitié des travailleurs en Indonésie n'ont pas de département ou comité chargé de la santé et de la sécurité sur leur lieu de travail;
- Le stress tend à affecter les travailleurs dans les économies industrialisées, qui ont fait l'objet de pratiques de gestion qui intensifient le travail:
 - l'«insécurité des horaires» est devenue un phénomène mondial, amplifié par l'intensification du travail, l'augmentation des temps de transport entre le foyer et le lieu de travail et l'accroissement des formes d'insécurité;
 - même si seulement une petite fraction du temps perdu pendant le travail est lié au stress et consigné en tant que tel, en 2002, plus de 500 000 personnes ont dit être affectées par le stress au travail, 13,4 millions de jours ouvrés étant perdus à cause du stress.
- Les enquêtes de l'OIT auprès des ménages révèlent ce qui suit:
 - la majorité des travailleurs dans les pays en développement et les pays en transition doivent supporter les coûts des accidents ou maladies liés au travail, aucune prestation n'étant prévue pour ces incidents;
 - la majorité des familles visées par les enquêtes en Afrique et en Europe de l'Est ont dit avoir de la difficulté à payer les soins de santé de base. Par exemple, on a constaté que c'était le cas pour 88% des familles en Ukraine, 82% en Hongrie, et près de 50% en Tanzanie;
 - les travailleurs dans les pays africains, les travailleuses du secteur agricole en général et les travailleurs occasionnels sont parmi les moins susceptibles d'être assurés contre les accidents ou les blessures au travail;
 - les travailleurs malades ou blessés, y compris les travailleurs du secteur de la

santé, ne prennent généralement pas de congé n'ayant pas de congés-maladie payés, et craignant de perdre leur revenu ou leur emploi;

- le harcèlement, sous diverses formes, est facteur de stress et de mauvaise santé chez les travailleuses en particulier; 19% des travailleuses salariées en Tanzanie, 11% des travailleuses au Bangladesh et une travailleuse sur 5 en Chine souffrent des effets de cette insécurité.
- Les crises cardiaques, le suicide et les attaques devraient être les maladies professionnelles les plus répandues du 21^e siècle.
- L'insécurité au travail se caractérise par des différences entre les sexes, les femmes étant plus susceptibles d'être désavantagées, en partie parce qu'elles davantage que les hommes sont plus concentrées dans des emplois qui leur offrent moins de protection contre l'insécurité au travail.
- Les travailleurs du secteur agricole souffrent de l'insécurité au travail d'une manière disproportionnée:
 - les travailleurs du secteur agricole connaissent des taux d'accidents et de blessures mortelles nettement plus élevés que les travailleurs de la plupart des autres secteurs;
 - les travailleurs du secteur agricole figurent d'une manière disproportionnée parmi les 160 et quelques millions de travailleurs dont on estime qu'ils tomberont malades en raison des risques et expositions sur le lieu de travail, la mauvaise santé et les maladies étant très répandues dans les communautés agricoles;
 - les conditions de logement (surpopulation et manque d'hygiène) perpétuent la dissémination de maladies infectieuses chez les travailleurs du secteur agricole, notamment la tuberculose, le choléra et la diphtérie, ainsi que les maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH/SIDA.
- L'auto-réglementation et la faiblesse des formes d'expression collective ont conduit à la dégradation de la santé et de la sécurité des travailleurs dans certains pays. Le rapport montre qu'une représentation forte s'accompagne d'une forte protection de la santé et du bien-être des travailleurs.
- Le rapport préconise vivement un renforcement de l'expression collective comme principal moyen d'améliorer les conditions de travail, et de protéger la santé des travailleurs.



Fiche documentaire n°12: Insécurité de l'emploi

Pourquoi ni le travail formel, ni le travail informel n'est forcément ce qu'il y a de mieux pour les travailleurs

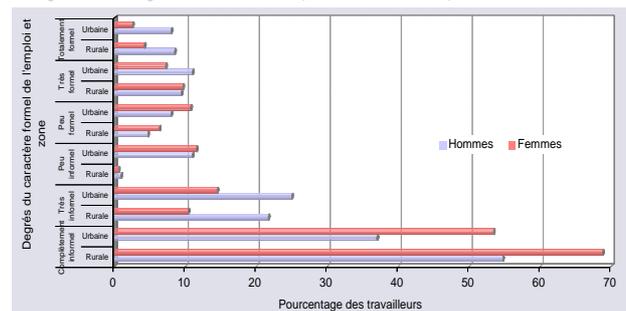
L'économie mondiale est en train de s'«informaliser» durablement. De plus en plus de travailleurs se retrouvent en dehors des relations d'emploi classiques. Selon un rapport de l'OIT qui retrace les développements de divers aspects de l'insécurité sociale et économique dans le monde, la notion de forte sécurité de l'emploi est de plus en plus illusoire.

- L'analyse montre que les formes non salariales de travail de la main-d'œuvre se sont répandues, et que le travail indépendant a augmenté particulièrement vite en Amérique latine, où il représente maintenant plus de 40% de la main-d'œuvre non agricole.
- Le rapport souligne qu'il est incorrect de voir une dualité dans les tendances internationales, avec un «secteur informel» se développant parallèlement à un «secteur formel». Il y a plutôt un large spectre de statuts dans l'emploi, et qu'il ne faut pas présupposer qu'une situation s'emploi très «formelle» vaut nécessairement mieux qu'une situation moins formelle.
- De fait, selon les statistiques sur les modes de travail issues des enquêtes de l'OIT sur la sécurité des personnes, couvrant 48 000 foyers dans 15 pays, augmenter le caractère formel des emplois peut entraîner une accentuation des écarts de revenu entre les hommes et les femmes et entre les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés.
- Le rapport fait valoir que lorsqu'il existe une importante économie informelle et des réseaux d'appui informels qui vont généralement de pair, comme on l'observe dans les économies de l'Asie du Sud-Est, cela peut effectivement faire office de tampon lors des chocs économiques (p. 67). En revanche, lorsque les marchés du travail sont très formels, et individualistes, les chocs économiques peuvent avoir des conséquences dévastatrices pour ceux qui en subissent les effets défavorables. Il ne s'agit pas d'avoir une vision romantique de l'économie informelle, mais simplement de montrer que la formalisation n'est pas la solution miracle à l'insécurité économique.
- Le caractère informel du travail ne cadre pas parfaitement avec la notion fondée sur l'entreprise si largement utilisée dans les rapports et par les analystes. Au Chili, les

données tirées de l'enquête ménages montrent que 38% des travailleurs dans les entreprises dites informelles sont en réalité dans des relations professionnelles très formelles, tandis que 62% de tous les travailleurs sont à la fois dans des entreprises (dites) informelles et en situation de travail informel, tel que celui-ci est défini dans les Enquêtes. En outre, 42% des travailleurs dans les entreprises dites formelles (ayant plus de 10 employés) ne sont pas en situation de travail formel. Au Bangladesh aussi, 47% seulement des travailleurs dans les grandes entreprises ayant plus de 500 employés sont en situation de travail très formel, et 27% se situent au bas de l'échelle pour ce qui est du caractère formel de l'emploi. Même en Chine, 54% seulement des travailleurs dans les entreprises de ce type sont en situation d'emploi formel, tandis que 17% des travailleurs dans les établissements de moins de sept employés ont un statut professionnel formel.

- Au Bangladesh ou en Inde (Gujarat), la plupart des travailleurs se situent en bas du continuum, et c'est très largement le cas des femmes. Il y a un contraste frappant avec la situation en Chine, où l'enquête menée dans trois provinces a montré que la plupart des travailleurs se situaient en haut de l'échelle, les femmes étant en fait plus susceptibles d'être en situation d'emploi très formel.

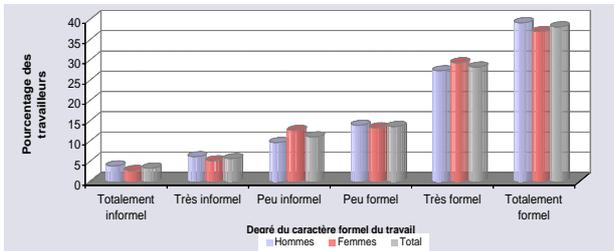
Bangladesh: Degré du caractère informel du travail, par sexe





Source: PSS Bangladesh, 2001.

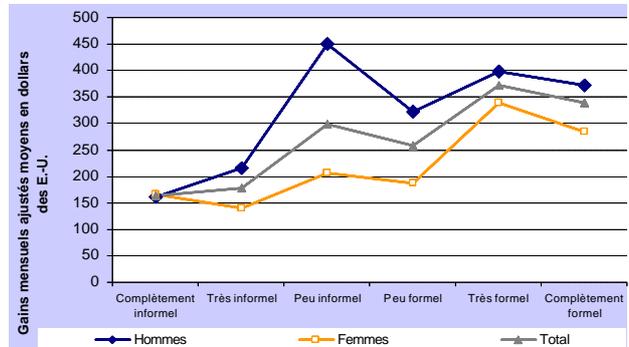
Chine: Degré du caractère informel du travail, par sexe



Source: PSS Chine, 2001.

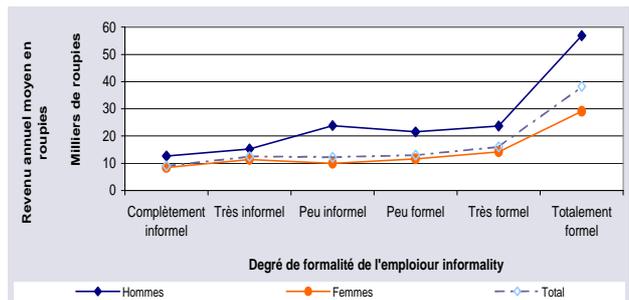
- En Argentine, les travailleurs relativement informalisés sont plus susceptibles d'avoir connu une période de chômage ayant duré un mois ou plus au cours des deux dernières années — 57% des plus informalisés, contre 12% de ceux qui ont des statuts très formalisés. Une structure assez similaire se dessine au Brésil et au Chili. Ce qui les caractérise le plus est qu'ils recherchent constamment d'autres emplois.
- Au Gujarat, en Inde, environ les trois quarts des personnes en situation d'emploi très informelle n'ont aucune sécurité des compétences, contre 13% de celles dont la situation professionnelle est très formelle.
- En Éthiopie, comme prévu, les personnes les moins éduquées sont concentrées dans les situations d'emploi plus informelles, et la grande majorité d'entre elles ne remplissent aucun des cinq critères utilisés pour définir le caractère formel de l'emploi. La situation est en grande partie la même dans l'économie pourtant très différente de la Chine, où ceux qui sont dans des situations d'emploi relativement informelles sont beaucoup moins susceptibles d'avoir accès à la formation.
- Les gains des travailleurs dont le statut professionnel est plus informel peuvent être équivalents à ceux qui ont des emplois formels. S'agissant de la sécurité du revenu, il est trop simpliste d'assimiler le caractère informel à la pauvreté, même si un plus grand nombre de personnes en situation relativement informelle ont de faibles revenus.
- L'avantage en termes de revenu intervient au plus haut degré de formalité de l'emploi, mais un degré élevé d'emploi formel ne procure pas toujours — tant s'en faut — un revenu beaucoup plus élevé [ou la sécurité des compétences, comme l'illustre la fiche documentaire 13].

Brésil: Gains mensuels ajustés moyens en dollars des États-Unis, selon le degré du caractère informel du travail, et par sexe



plus grande protection aux hommes qu'aux femmes. L'avantage — au plan du revenu — est obtenu par les hommes dans une plus large mesure, ce qui accentue l'inégalité du revenu fondée sur le sexe.

Gujarat (Inde): Revenu annuel moyen en fonction du degré de formalité de l'emploi



Source: PSS Gujarat Inde, 2000.

- Le fait d'être dans une situation professionnelle informelle signifie une plus grande probabilité de variabilité et de baisse du revenu.
- Les travailleurs dont le statut professionnel est très informel connaissent plus fréquemment des crises financières — au Gujarat, 13% de ceux dont la situation est la plus informelle ont connu la faim au cours de l'année écoulée, contre 6% de ceux dont le statut est très formel.
- Conscients de leur insécurité générale, les personnes dont la situation dans l'emploi est très informelle s'inquiètent plus que les autres de ce qu'il adviendra lorsqu'elles seront vieilles et incapables de travailler.



Fiche documentaire n° 13: Insécurité des compétences

Pourquoi le «capital humain» ne fera pas l'affaire

Peu de pays, si tant est qu'il y en ait, connaissent les compétences que possèdent leurs habitants, et personne ne connaît la mesure dans laquelle les travailleurs utilisent leurs compétences. Telle est une des conclusions d'un nouveau rapport de l'OIT sur l'ampleur de la sécurité économique dans le monde.

Le rapport de l'OIT met en cause la tendance internationale consistant à décrire l'éducation et les compétences en termes de «capital humain». Le rapport de l'OIT fait valoir que c'est une erreur, et que ce serait un résultat déplorable si les aspects commerciaux de l'éducation et de la formation et ceux qui concernent le marché du travail en évinçaient d'autres.

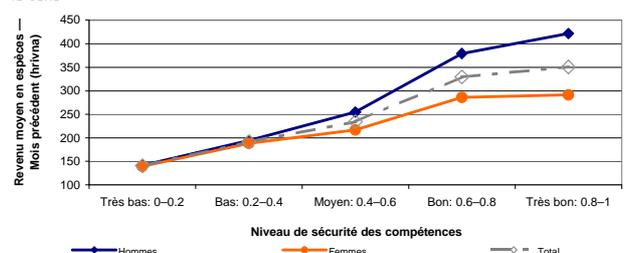
L'analyse présente les résultats obtenus au regard d'un indice de la sécurité des compétences appliqué à 139 pays membres de l'OIT, montrant que la plupart des gens vivent dans des sociétés «à la traîne» à cet égard.

Parmi les autres constatations du chapitre sur la sécurité des compétences, on peut citer les suivantes:

- Un grand nombre de travailleurs indiquent qu'ils n'utilisent pas les compétences qu'ils ont acquises, même dans les pays au sujet desquels les observateurs soutiennent habituellement qu'ils connaissent une pénurie de compétences. S'agit-il d'un décalage entre la formation et l'apprentissage, d'une part, et les besoins du marché du travail, d'autre part? En Hongrie, 45% des employés estimaient utiliser pleinement leurs compétences dans leur travail, mais 31% ont dit qu'ils ne les utilisaient pas du tout.
- La Chine est un cas extrême de sous-utilisation des compétences: plus des trois quarts des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête auprès des ménages estimaient que leurs compétences et qualifications étaient supérieures à ce qu'exigeait leur emploi. Les femmes étaient tout aussi susceptibles d'être de cet avis que les hommes. La proportion était plus élevée pour les travailleurs plus éduqués et parmi ceux qui travaillaient pour des grandes entreprises publiques.
- Les petites entreprises ne sont pas les plus attrayantes pour ce qui est du développement des compétences — elles sont moins susceptibles que les grandes d'offrir un environnement de développement ou de sécurité des compétences.
- L'éducation et la formation procurent des avantages cumulatifs, dans la mesure où ceux qui sont plus éduqués sont les plus susceptibles d'obtenir une formation.

- Paradoxalement, dans divers pays, les gens ayant un faible niveau d'éducation étaient les plus susceptibles d'indiquer qu'ils n'avaient reçu aucune formation parce qu'ils ne le voulaient pas ou n'en avaient pas besoin. Au Brésil et au Chili, où plus des deux tiers des travailleurs ont dit qu'ils n'avaient pas reçu de formation ces dernières années, environ la moitié de ceux-ci ont dit qu'ils n'avaient pas voulu en obtenir. En Argentine, plus de la moitié des travailleurs ne voulaient pas de formation. La part de ceux qui n'étaient pas intéressés était plus grande parmi les personnes les moins éduquées. On ne peut que formuler des hypothèses sur les raisons du manque d'intérêt vis-à-vis de l'acquisition de compétences: rationalisation de la situation, méconnaissance de l'utilité ou de la nécessité de la formation des compétences?
- Il existe un lien positif entre la sécurité des compétences et le revenu; ce lien est cependant plus fort pour les hommes que pour les femmes, comme l'illustre la situation en Ukraine. Au Gujarat, en Inde, la relation positive globale se vérifie, mais le revenu obtenu n'augmente pas indéfiniment avec le niveau de sécurité des compétences.

Ukraine: Indice de la sécurité des compétences individuelles selon le revenu et le sexe



Source: ESP-Ukraine, 2002.



- Les pays ayant des niveaux élevés de sécurité conventionnelle des compétences n'ont pas tous une sécurité du revenu élevée. Le fait qu'ils figurent parmi les pays connaissant une importante et durable «fuite des cerveaux» n'est sûrement pas une coïncidence.
- La sécurité des compétences ne se traduit pas nécessairement par une meilleure qualité de vie ou une plus grande satisfaction dans la vie ou par le bonheur individuel.